



# Activ Diagnostic

## Résumé de l'expertise n° 09/IMO/2656/THP

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : ..... 3, rue Auguste Garnier

Commune : ..... 51260 BAGNEUX

Section cadastrale AD, Parcellé numéro 102,

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Lot numéro Non communiqué,

Périmètre de repérage : ..

	Prestations	Conclusion
	CREP	Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.
	Gaz	L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
	DPE	DPE vierge - consommation non exploitable Numéro enregistrement ADEME : 1951V20022800



## Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 09/1MO/2656/THP  
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030  
 Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011  
 Date du repérage : 08/07/2019

### Adresse du bien immobilier

Localisation du ou des bâtiments :  
 Département : Marne  
 Adresse : 3, rue Auguste Garnier  
 Commune : 51260 BAGNEUX  
 Section cadastrale AD, Parcellle  
 numéro 102.  
 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
 Lot numéro Non communiqué.

### Donneur d'ordre / Propriétaire :

Donneur d'ordre :  
**Mme SOUHLAL**  
  
 Propriétaire :  
**Succession SOUHLAL**  
 Chez Maître Friman  
 30, avenue du Maréchal Joffre  
 94290 VILLENEUVE-LE-Roi

### Le CREP suivant concerne :

<input checked="" type="checkbox"/> Les parties privatives	X	Avant la vente
<input type="checkbox"/> Les parties occupées		Avant la mise en location
L'occupant est :	Sans objet, le bien est vacant	
Nom de l'occupant, si différent du propriétaire		
Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans	NON	Nombre total : 0 Nombre d'enfants de moins de 6 ans : 0

### Société réalisant le constat

Num et prénom de l'auteur du constat	<b>Thomas PERRIER</b>
N° de certificat de certification	<b>CDI/PB/101169399 - 05/11/2015</b>
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le CCFRAO	<b>AFNOR Certification</b>
Organisme d'assurance professionnelle	<b>Axa</b>
N° de contrat d'assurance	<b>10116750004</b>
Date de validité :	<b>01/01/2020</b>

### Appareil utilisé

Nom du fabricant de l'appareil	<b>Niton/Fondis</b>
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	<b>XLP-300 / 26037</b>
Nature du radionucléide	<b>Cd 109</b>
Date du dernier chargement de la source	<b>02/05/2017</b>
Activité à cette date et durée de vie de la source	<b>1400</b>

### Conclusion des mesures de concentration en plomb

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	826	83	372	0	6	365
%	100	10 %	45 %	0 %	1 %	44 %

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par Thomas PERRIER le 08/07/2019 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 3. Par conséquent, en application de l'article L.1131-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, sujet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de à partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou à partie d'immeuble concernée. Le propriétaire doit également veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

**Sommaire**

<b>1. Rappel de la commande et des références réglementaires</b>	3
<b>2. Renseignements complémentaires concernant la mission</b>	3
2.1 L'appareil à fluorescence X	3
2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel	4
2.3 Le bien objet de la mission	4
<b>3. Méthodologie employée</b>	5
3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X	5
3.2 Stratégie de mesurage	6
3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	6
<b>4. Présentation des résultats</b>	7
<b>5. Résultats des mesures</b>	7
<b>6. Conclusion</b>	22
6.1 Classement des unités de diagnostic	22
6.2 Recommandations au propriétaire	27
6.3 Commentaires	27
6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti	27
6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé	28
<b>7. Obligations d'informations pour les propriétaires</b>	29
<b>8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb</b>	30
8.1 Textes de référence	30
8.2 Ressources documentaires	30
<b>9. Annexes</b>	31
9.1 Notice d'information	31
9.2 Illustrations	32
9.3 Analyses chimiques du laboratoire	32

**Nombre de pages de rapport : 34****Liste des documents annexes :**

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

**Nombre de pages d'annexes : 4**

## 1. Rappel de la commande et des références réglementaires

### Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R.1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte-galerie).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

### Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après, en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

## 2. Renseignements complémentaires concernant la mission

### 2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	Nitron/Fondis		
Modèle de l'appareil	XLP-300		
N° de série de l'appareil	26037		
Nature du radionucléide	Cd 109		
Date du dernier chargement de la source	02/05/2017	Activité à cette date et durée de vie : 1480	
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T510342	Date d'autorisation 12/05/2017	Date de fin de validité de l'autorisation 12/05/2022
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	Thomas PERRIER		
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Thomas PERRIER		

#### Étalons :

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm <sup>2</sup> )
Etalonnage entrée	1	08/07/2019	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	1161	08/07/2019	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

**2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel**

Nom du laboratoire d'analyse	<b>Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse</b>
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

**2.3 Le bien objet de la mission**

Adresse du bien immobilier	<b>3, rue Auguste Garnier 91260 BAGNEUX</b>
Description de l'ensemble immobilier	<b>Habitation (maisons individuelles)</b>
Année de construction	<b>&lt; 1949</b>
Localisation du bien objet de la mission	<b>Lot numéro Non communiqué, Section cadastrale AD, Parcelle numéro 102,</b>
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	<b>Succession SOURLAL Chez Maître Friman 30, avenue du Maréchal Joffre 94290 VILLENEUVE-LE-Roi</b>
L'occupant est :	<b>Sans objet, le bien est vacant</b>
Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP	<b>08/07/2019</b>
Croquis du bien immobilier objet de la mission	<b>Voir partie « 5 Résultats des mesures »</b>

## Liste des locaux visités

<b>Extérieur,</b>	<b>Chambre 5,</b>
<b>Entrée,</b>	<b>Lave-main 2,</b>
<b>Cuisine,</b>	<b>Wc 6,</b>
<b>Cellier,</b>	<b>Wc 7,</b>
<b>Couloir 1,</b>	<b>Balcon,</b>
<b>Bureau,</b>	<b>Terrasse 1,</b>
<b>Wc 1,</b>	<b>Terrasse 2,</b>
<b>Chambre 1,</b>	<b>Couloir 3,</b>
<b>Hall d'entrée,</b>	<b>Couloir 4,</b>
<b>Salon,</b>	<b>Chambre 6,</b>
<b>Séjour,</b>	<b>Chambre 7,</b>
<b>Lave-main 1,</b>	<b>Sanitaire 2,</b>
<b>Dégagement,</b>	<b>Sanitaire 3,</b>
<b>Wc 2,</b>	<b>Sanitaire 4,</b>
<b>Wc 3,</b>	<b>Sanitaire 5,</b>
<b>Grande terrasse,</b>	<b>Wc 8,</b>
<b>Wc 4,</b>	<b>Wc 9,</b>
<b>Chambre 2,</b>	<b>Placard 1,</b>
<b>Salle d'eau 1,</b>	<b>Chambre 6,</b>
<b>Dégagement 2,</b>	<b>Cave 1,</b>
<b>Sanitaire 1,</b>	<b>Cave 2,</b>
<b>Salle d'eau 2,</b>	<b>Cave 3,</b>
<b>Wc 5,</b>	<b>Chaufferie,</b>
<b>Chambre 3,</b>	<b>Buanderie,</b>
<b>Couloir 2,</b>	<b>Local 1,</b>
<b>Chambre 4,</b>	<b>Local 2,</b>
<b>Salle d'eau 3,</b>	<b>Atelier,</b>
<b>Salle d'eau 4,</b>	<b>Local cuve,</b>
<b>Dégagement 3,</b>	<b>Grenier 1,</b>
	<b>Grenier 2</b>

## Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

**Placard 2 (Absence de clef)**

### 3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm<sup>2</sup>.

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser. Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

#### 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm<sup>2</sup>.

#### 3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ,
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

#### 3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb» précisée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g.

#### 4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- \* la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- \* la zone «plafond» est indiquée en clair.

Tes unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

**NOTE** Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature des dégradations	Classement
< seuils		0
	Non dégradé ou non visible	1
≥ seuils	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

#### 5. Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Entrée	32	1 (3 %)	23 (72 %)	-	-	8 (25 %)
Cuisine	32	8 (25 %)	19 (59 %)	-	1 (3 %)	4 (13 %)
Cellier	13	1 (8 %)	12 (92 %)	-	-	-
Couloir 1	39	1 (2,6 %)	10 (25,6 %)	-	1 (2,6 %)	27 (69,2 %)
Bureau	19	1 (5,3 %)	13 (68,4 %)	-	-	5 (26,3 %)
Wc 1	13	-	11 (85 %)	-	-	2 (15 %)
Chambre 1	34	-	15 (44 %)	-	1 (3 %)	18 (53 %)
Hall d'entrée	23	-	3 (13 %)	-	-	20 (87 %)
Salon	44	1 (2 %)	13 (30 %)	-	1 (2 %)	29 (66 %)
Séjour	40	1 (2,5 %)	22 (55 %)	-	-	17 (42,5 %)
Lave-main 1	18	5 (28 %)	13 (72 %)	-	-	-
Dégagement	12	5 (42 %)	7 (58 %)	-	-	-
Wc 2	15	4 (27 %)	11 (73 %)	-	-	-
Wc 3	15	4 (27 %)	11 (73 %)	-	-	-
Wc 4	17	2 (12 %)	6 (35 %)	-	-	9 (53 %)
Chambre 2	26	1 (4 %)	10 (38 %)	-	-	15 (58 %)
Salle d'eau 1	19	6 (31,6 %)	2 (10,5 %)	-	-	11 (57,9 %)
Dégagement 2	11	1 (9 %)	-	-	-	10 (91 %)
Sanitaire 1	16	1 (6 %)	6 (38 %)	-	-	9 (56 %)
Salle d'eau 2	10	3 (30 %)	6 (60 %)	-	-	1 (10 %)
Wc 5	17	2 (12 %)	6 (35 %)	-	-	9 (53 %)
Chambre 3	32	1 (3 %)	6 (19 %)	-	2 (6 %)	23 (72 %)

# Constat de risque d'exposition au plomb n° 09/IMO/2656/THP

Pb CREP

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Couloir 2	28	1 (3,6 %)	5 (18 %)	-	-	22 (78,5 %)
Chambre 4	25	1 (4 %)	9 (36 %)	-	-	15 (60 %)
Salle d'eau 3	18	3 (17 %)	6 (33 %)	-	-	9 (50 %)
Salle d'eau 4	11	4 (36,4 %)	4 (36,4 %)	-	-	3 (27,3 %)
Dégagement 3	16	1 (6 %)	4 (25 %)	-	-	11 (69 %)
Chambre 5	19	1 (5,3 %)	9 (47,5 %)	-	-	9 (47,4 %)
Lave-mains 2	19	4 (21 %)	6 (32 %)	-	-	9 (47 %)
Wc 6	10	5 (50 %)	3 (30 %)	-	-	2 (20 %)
Wc 7	10	5 (50 %)	3 (30 %)	-	-	2 (20 %)
Couloir 3	17	-	7 (41 %)	-	-	10 (59 %)
Couloir 4	17	-	7 (41 %)	-	-	10 (59 %)
Chambre 6	14	1 (7,1 %)	10 (71,4 %)	-	-	3 (21,4 %)
Chambre 7	22	-	9 (41 %)	-	-	13 (59 %)
Sanitaire 2	12	-	9 (75 %)	-	-	3 (25 %)
Sanitaire 3	22	-	9 (41 %)	-	-	13 (59 %)
Sanitaire 4	13	-	11 (85 %)	-	-	2 (15 %)
Sanitaire 5	21	-	15 (71 %)	-	-	6 (29 %)
Wc 8	6	4 (67 %)	2 (33 %)	-	-	-
Wc 9	6	4 (67 %)	2 (33 %)	-	-	-
Placard 1	6	-	6 (100 %)	-	-	-
Chambre 8	17	-	11 (65 %)	-	-	6 (35 %)
<b>TOTAL</b>	<b>826</b>	<b>83 (10 %)</b>	<b>372 (45 %)</b>	<b>-</b>	<b>6 (1 %)</b>	<b>365 (44 %)</b>

## Entrée

Nombre d'unités de diagnostic : 32 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repérée : 8 soit 25 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Rapportement apparent	Localisation mesure	Métrie (mm/cm)	Etat de conservation	Classement UC	Observation
1	A	Mur	Plâtre	Fermeture	partie basse (< 1m)	0			
2					partie haute (> 1m)	0			
3	B	Mur	Plâtre	Fermeture	partie haute (> 1m)	0			
4					partie basse (< 1m)	0			
5					partie haute (> 1m)	0			
6					partie basse (< 1m)	0			
7					partie haute (> 1m)	0			
8					partie basse (< 1m)	0			
9					partie haute (> 1m)	0			
10					partie basse (> 1m)	0			
11					partie basse (< 1m)	0			
12					partie haute (> 1m)	0			
13					partie basse (> 1m)	0			
14					partie basse (< 1m)	0			
15					partie haute (> 1m)	0			
16					partie basse (> 1m)	0			
17					partie haute (> 1m)	0			
18					partie basse (< 1m)	0			
19					partie haute (> 1m)	0			
20					partie basse (< 1m)	11,1	Dégradé (Ecaille)		
21	A	Embaseur (E1)	Plâtre	Fermeture	mesure 1	11,1	Dégradé (Ecaille)		
22					mesure 2	0			
23	A	Embaseur (E2)	Plâtre	Fermeture	mesure 1	0			
24					mesure 2	0			
25	A	Porte intérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	12,3	Dégradé (Ecaille)		
26	C	Huissaine Porte intérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	7,3	Dégradé (Ecaille)		
27	A	Porte extérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	3,9	Dégradé (Ecaille)		
28	A	Huissaine Porte extérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	2,4	Dégradé (Ecaille)		
29					mesure 2	0			
30	A	Embaseur (E2)	Plâtre	Fermeture	mesure 3	0			
31					mesure 4	0			
32	A	Abîme	Plâtre	Fermeture	mesure 1	0			
33					mesure 2	0			
34	A	Fenêtre intérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	0			
35					partie haute (> 1m)	0			
36	A	Huissaine Fenêtre intérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	0			
37					partie haute (> 1m)	0			
38	A	Fenêtre extérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	0			
39					partie haute (> 1m)	0			
40	A	Huissaine Fenêtre extérieure	Bois	Fermeture	partie basse (< 1m)	0			
41					partie haute (> 1m)	0			
42	B	Embaseur	Plâtre	Fermeture	mesure 1	0			
43					mesure 2	0			

# Constat de risque d'exposition au plomb

Pb CREP

44	B	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	1,8	Degrade (Ecaillage)		
45	B	Huissene Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
46					partie haute (> 1m)	0			
47					partie basse (< 1m)	0			
48	C	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
49					partie haute (> 1m)	0			
50	D	Huissene Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
51					partie haute (> 1m)	0			
52	F	Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
53					partie haute (> 1m)	0			
54					partie basse (< 1m)	0			
55	F	Huissene Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
56	F	Porte (P2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	2	Degrade (Ecaillage)		
57	F	Huissene Porte (P2)	Bron	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
58					partie haute (> 1m)	0			
59	G	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
60					partie haute (> 1m)	0			
61					partie basse (< 1m)	0			
62					partie haute (> 1m)	0			
63	D	Huissene Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
64					partie haute (> 1m)	0			
65	F	Plinthe	Bois	Peinture	mesure 1	0			
66					mesure 2	0			
-		Roland	Plâtre	Peinture	Non mesurée	-			Elément > 3m

## Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 32 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repérées : 4 soit 13 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Sabotant	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classification LD	Observation
-	A	Mur	Plâtre	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
-	B	Mur	Plâtre	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
-	C	Mur	Plâtre	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
-	D	Mur	Plâtre	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
-	E	Mur	Plâtre	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
-	F	Mur	Plâtre	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
67	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
68					partie haute (> 1m)	0			
69	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
70					partie haute (> 1m)	0			
71	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	5			
72					partie haute (> 1m)	0			
73	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
74					partie haute (> 1m)	0			
75	E	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
76					partie haute (> 1m)	0			
77	B	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	11,1	Degrade (Ecaillage)		
78	B	Huissene Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	2,1	Degrade (Ecaillage)		
79	B	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7,2	Degrade (Ecaillage)		
80	B	Huissene Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0,4	Degrade (Ecaillage)		
81	B	Vitre intérieure	Verre	Plastique	partie basse (< 1m)	0			
82					partie haute (> 1m)	0			
83					partie basse (< 1m)	0			
84	B	Fenêtre (PMU) (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
85					partie haute (> 1m)	0			
86	B	Huissene Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
87					partie haute (> 1m)	0			
88	B	Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
89					partie haute (> 1m)	0			
90	B	Huissene Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
91					partie haute (> 1m)	0			
92	B	Fenêtre intérieure (F3)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
93					partie haute (> 1m)	0			
94	D	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
95					partie haute (> 1m)	0			
96	D	Huissene Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
97					partie haute (> 1m)	0			
98	E	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
99					partie haute (> 1m)	0			
100	E	Huissene Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
101					partie haute (> 1m)	0			
102	C	Emballage	Vidéo	Plastique	mesure 1	20,3	Erosion (Jaune safran)		
103					mesure 1	0			
104	F	Emballage	Plâtre	Plastique	mesure 2	0			
105					mesure 2	0			
106	-	Emballage	Plâtre	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
107	F	Porte intérieure	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
108					partie haute (> 1m)	0			
109	F	Huissene Porte intérieure	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
110					partie haute (> 1m)	0			
111	F	Porte extérieure	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
112					partie haute (> 1m)	0			
113	F	Huissene Porte extérieure	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0			
114					partie haute (> 1m)	0			
-		Roland	Plâtre	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément > 3m





















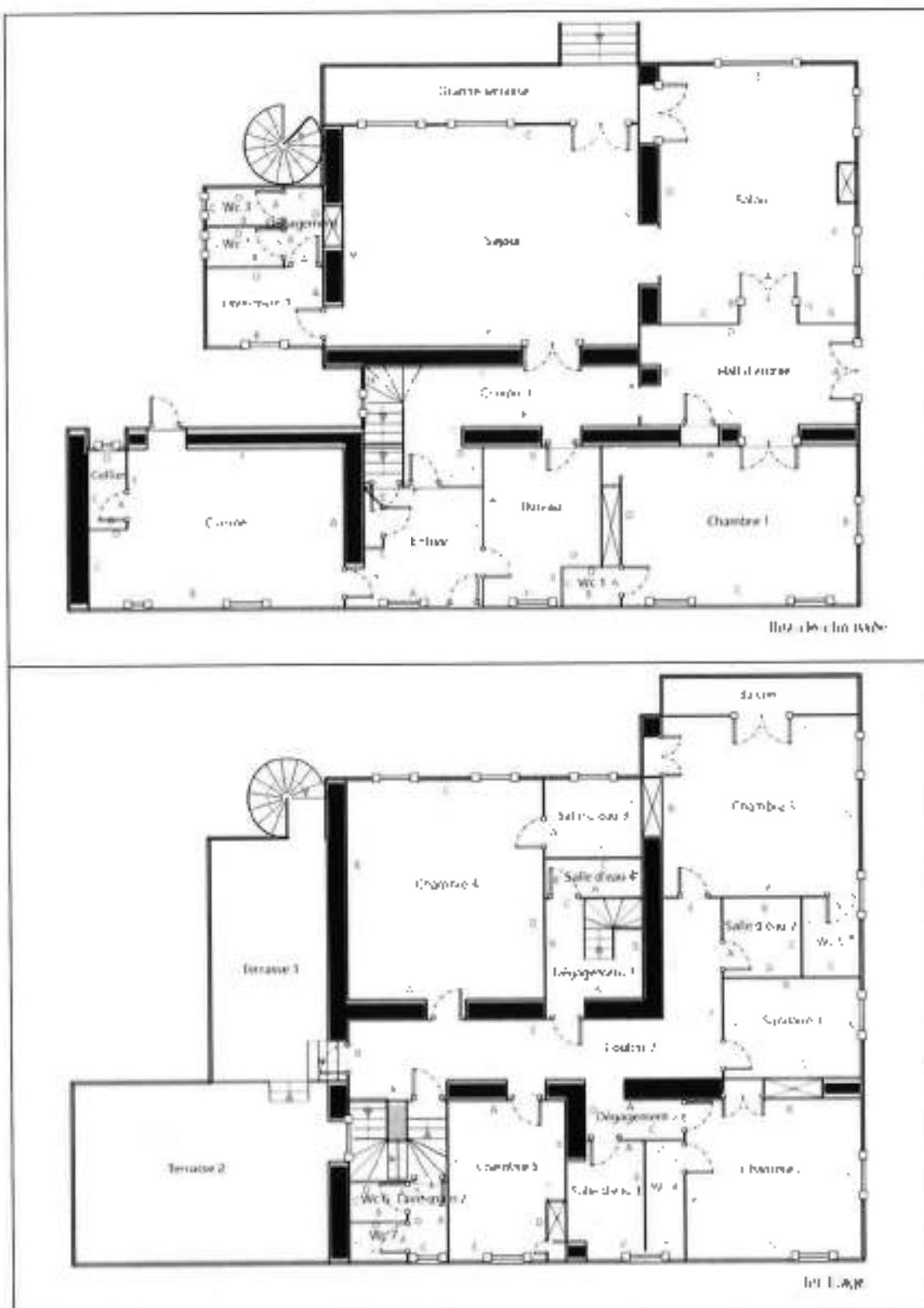










**Localisation des mesures sur croquis de repérage**



## 6. Conclusion

### 6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	826	83	372	0	6	365
%	100	10 %	45 %	0 %	1 %	44 %

### 6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seront conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm<sup>2</sup> devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

**Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (dégradé) sur certaines unités de diagnostic et en application de l'article L 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.**

**Dans le cas d'une location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale (article L 1334-9 du Code de la Santé Publique).**

### 6.3 Commentaires

#### Constatations diverses :

Néant

#### Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 07/07/2020).

#### Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

#### Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Mme SOUHLAL (07.52.10.61.60)

### 6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

# Constat de risque d'exposition au plomb n° 09/IMO/2656/THP

Pb CREP

## Situations de risque de saturnisme infantile

OUI	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
OUI	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3

## Situations de dégradation de bâti

NON	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

## 6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

OUI	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique.
-----	--

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.

Remarque : Le constat fait apparaître la présence de facteurs de dégradation (au sens de l'article 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb). Nous avons donc, conformément à l'article L.1334-10 du Code de la Santé Publique, transmis immédiatement une copie du rapport au représentant de l'état dans le département d'implantation du bien expertisé.

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AFNOR Certification - 11 rue Francis de Pressensé 93571 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)

Fait à BAGNEUX, le 08/07/2019

Par : Thomas PERRIER

**7. Obligations d'informations pour les propriétaires**

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique .

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

**Article L1334-9 :**

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

**8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb****8.1 Textes de référence****Code de la santé publique :**

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 07 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

**Code de la construction et de l'habitat :**

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

**Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :**

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

**8.2 Ressources documentaires****Documents techniques :**

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4<sup>e</sup> trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

**Sites Internet :**

- Ministère chargé de la santé (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...):  
<http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- Ministère chargé du logement :  
<http://www.logement.gouv.fr>
- Agence nationale de l'habitat (ANAH) :  
<http://www.anah.fr/> (fiche Peintures au plomb disponible, notamment)
- Institut national de recherche et de sécurité (INRS) :  
<http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

## 9. Annexes

### 9.1 Notice d'Information

**Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.**

**Deux documents vous informent :**

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

#### Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser la placenta et contaminer le fœtus.

#### Ces mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écaillles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parbes humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

#### Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Luttez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

#### En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat de risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

#### Si vous êtes enceinte :

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

### 9.2 Illustrations

### 9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

[www.Radioprotection.fr](http://www.Radioprotection.fr)

## RadioProtection

### Compétences & Services

19 rue de Barr  
67240 BENTZEL  
Fax : 03 88 78 77 30

620 chemin des Prés  
83910 POURRIERES  
contact@formation.radioprotection.com

### CERTIFICAT DE Personne Compétente en Radioprotection

#### MODULE FORMATION

DATES : du 27/11/2015 au 28/11/2015

Le soussigné Jérôme SCHMITT, formateur certifié de la société « RadioProtection Compétences & Services », déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 12 67 03907 67 auprès du préfet de la région d'Alsace atteste que la personne ci-dessous a bénéficié et validé la formation.

**Thomas PERRIER**

Secteur : Industrie / Recherche  
Opéan : Rayon X - Sources scellées - Accélérateurs de particules

Ce certificat est délivré conformément à l'arrêté du 25 octobre 2005 modifié relatif aux modalités de la formation des Personnes Compétentes en Radioprotection, pris quinze ans après le 02 juillet 2010.

SESSION : PCR/MR/14/15 L127

Evaluateur : Jérôme SCHMITT

Date d'émission du certificat : 02/12/2015

Echéance du certificat (validité 3 ans) : 28/11/2020

Par Jérôme SCHMITT

Formateur certifié CERI pour le N°102 R1 en  
pour les secteurs Médical et Industrie / Recherche  
(échéance de certification de formateur : 31/12/2015)

Signature :

02/12/2015

SCHMITT Jérôme, Compétences Services  
19 rue de Barr, 67240 Bentzwiller  
03 88 78 77 30  
03 88 78 77 30  
[www.formation.radioprotection.com](http://www.formation.radioprotection.com)



B évolution

Assistance technique

M amélioration et équipement des installations

**Traduction du document Thermo Fisher Scientific du 1<sup>er</sup> mars 2011 signé par Dr. Björn Klaue**  
Usage maximal des sources Cd-109 dans les analyseurs de fluorescence X portables Niton

Avec toute notre attention,

Concernant les performances des Analyseurs de fluorescence X portables Thermo Series 3000 utilisant une source radioactive Cd-109 contenant pour l'analyseur nommé dans la 3030C nous souhaitons prendre en compte :

soit sur la période de validation, ou 30% d'autre soit par la physique à 312, le plus. L'autre valeur maximale d'une source Cd-109 est déterminée par l'atténuation temporelle optimale pour une durée d'analyse inférieure à 100 ms. Le signal peut également être diminué, soit 75 MBq.

- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de 370 MBq cette valeur limite est atteinte après 36 ms.
- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de 1400 MBq cette valeur limite est atteinte après 30 ms.

Tes autres unités sont indépendantes de l'utilisation de la source Cd-109. L'échogage de démarquage de la source dépend de l'atténuation de celle-ci, avec la dégradation de la source à 10% d'activité effacé et réapparait pour quelques secondes. Des mesures analytiques peuvent également être moins propulsées temporellement, vers la fin de la mesure. Ainsi, lorsque le signal sur le 3030C passe de 1400 MBq à 370 MBq, le temps nécessaire pour que le signal devient inférieur de 10%, avec le résultat à 75 MBq les temps nécessaires nécessaires augmentent dans ces proportions telles qu'il s'agit d'environ trois minutes à 370 MBq et 100 ms. Ainsi, ces besoins sont très d'autres, très différentes et doivent être pris en compte dans les applications industrielles.

Ces limites d'utilisation maximales de 3030C (370 MBq) et 3040 MBq (source 3450 MBq) doivent être évidemment respectées, car la source sera simplement bloquée pendant 30 ms et des interférences peuvent survenir. Ainsi, lorsque les appareils fonctionnent par exemple à haute vitesse et seulement quelques secondes, les intervalles d'interrogation et de remplacement de source doivent être par conséquent être programmés de façon à ne pas surcharger les unités afin que le cycle d'utilisation soit optimal avec les meilleures performances de l'analyseur.

En cas donc une analyse réalisée avec un analyseur Niton sur un échantillon qui contient 1 mg/cm<sup>2</sup> de plomb dans des situations qui :

Pendant cette analyse l'appareil garantit que 95 % des molécules de plomb sont mesurées par un échantillon standardisé de concentration totale de 1 mg/cm<sup>2</sup>, sont respectées dans un intervalle (écart type = 0,7 mg/cm<sup>2</sup>; valeur réelle + 0,7 mg/cm<sup>2</sup>).

Ainsi, les échantillons utilisés pour les mesures doivent être tels que leur teneur en plomb soit de 1 mg/cm<sup>2</sup>. De plus, lorsque la source de plomb garantie que l'analyse définie ci-dessus passe être réalisée avec une énergie d'énergie à 10,1 mg/cm<sup>2</sup> dans un intervalle de +/- 0,05 à 0,1 mg/cm<sup>2</sup>.

Nom de la société : ACTIV DIAGNOSTIC IMMOBILIER

Modèle de l'analyseur : 3030C/3040

N° série de l'analyseur : 120077

N° de série de la source : 011111440

Date d'origine de la source : 02/05/2017

Date de fin de validité de la source : 01/07/2022

Responsable :  
 Dr. rer. oec. Björn Klaue  
 Thermo Fisher Scientific  
 Tel.: +49 (0) 171 94 02 10 30  
 Fax: +49 (0) 171 94 02 33 76  
 E-mail: [björn.klaue@thermoscientific.com](mailto:björn.klaue@thermoscientific.com)  
 Web: [www.thermoscientific.com](http://www.thermoscientific.com)



Thermo Fisher  
SCIENTIFICDocument  
n° 09/JMO/2656/THP

Date d'émission : 01/03/2011

01/03/2011

## Maximum Usage Time for Cd-109 Sources in Thermo Scientific Niton XRF Analyzers

## To Whom It May Concern

With regard to the instrument performance of Cd-109 isotope source based handheld Thermo Scientific Niton XRF analyzers designed for lead-free applications we state the following:

Based on the assumed physical half-life of Cd-109 at 462.8 days, the maximum use for a Cd-109 source is determined by the minimum remaining activity for a useful signal-to-noise ratio statistically acceptable signal-to-noise ratio, which is 75 MBq.

- For an analyzer with a Cd-109 source with an initial activity of 375 MBq, the limit is reached after 38 months.
- For an analyzer with a Cd-109 source with an initial activity of 1480 MBq, the limit is reached after 84 months.

The above limits are independent of the actual use of the instrument. The clock for the decay of the source starts with the assembly of the source. With the decay of the source the actual analysis time necessary to acquire meaningful analytical data increases at least proportionally. Towards the end of the life of the source the signal-to-noise ratio decreases even further because the electrons, more accurate become more dominant. At an activity below 75 MBq the required analysis times increase to levels, which render the instrument impractical for this application. At approximately 300 MBq the user diminishes the precision and accuracy of the results.

The 38000 measurement usage times of 38 (375 MBq source) and 84 months (1480 MBq source) prior to the inevitable discarding are simply based on physical constants and laws. Past those usage periods the user becomes precisely useless within only few weeks. The maximum measurement times should therefore be scheduled to not exceed these maximum periods to ensure the optimum duty cycle within proper performance characteristics the analyzer.

Assuming that an analysis is performed every 1 hour and once on a sample containing 1 mg/cm<sup>2</sup> of lead, we state the following:

Beyond the time limit stated above (i.e., 38 months or 84 months depending on the initial activity of the source), we cannot guarantee that the analysis described above can be performed with an uncertainty plus/minus +/- 0.1 mg/cm<sup>2</sup> with a confidence interval of 95% (2σ).

Sincerely,

Niton Europe GmbH

Joseph-Dörrer-Strasse 9 · D-8057 München  
Tel. +49-89-3681350 · Fax: +49-89-36813650

Dr. Björn Klaue  
General Manager  
Director Technical Support and Applications  
Radiation Safety Officer

Mr. Alain Gobet U.S.D.M.  
Jewell Defense Systems  
MBI Systems  
Germany

Marketing  
Customer Care  
Sales  
Sales  
Sales  
Sales  
Sales

Marketing  
Customer Care  
Sales  
Sales  
Sales  
Sales  
Sales

Marketing  
Customer Care  
Sales  
Sales  
Sales  
Sales  
Sales



# Activ Diagnostic

## Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 09/IMO/2656/THP  
Date du repérage : 08/07/2019

### Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	Articles L. 271-4 à L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-619 du 3 juin 2011, arrêté du 1er juin 2015.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 . Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

### Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : ..... 3, rue Auguste Garnier Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Lot numéro Non communiqué. Code postal, ville : 91260 BAGNEUX Section cadastrale AD, Parcelle numéro 102,
Périmètre de repérage :	.....
Type de logement :	..... Pavillon individuel F8 ou +
Fonction principale du bâtiment :	..... Habitation (maisons individuelles)
Date de construction :	..... < 1949

### Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s)	Nom et prénom : Succession SOUHLAL Adresse : Chez Maître Friman 30, avenue du Maréchal Joffre 94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : Mme SOUHLAL Adresse : .....

### Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	Thomas PERRIER	Opérateur de repérage	AFNOR Certification 11 rue Francis de Pressensé 93571 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX	Obtenu le : 05/11/2015 Échéance : 04/11/2020 N° de certification : 001/AM/10169399

Raison sociale de l'entreprise : SARL ACTIV DIAGNOSTIC IMMOBILIER (Numéro SIRET : 528913155.00024)  
Adresse : 32, rue Millard Haven, 91100 Rambouillet  
Désignation de la compagnie d'assurance : Axa  
Numéro de police et date de validité : 10116750004 / 01/01/2020

### Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 19/07/2019, remis au propriétaire le 19/07/2019

Difusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitutif de 21 pages

**Sommaire**

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
    - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
  - 3.3 Les méthodes et procédures de repérage
  - 3.4 Les résultats du repérage
  - 3.5 Les conclusions et recommandations
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
  - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
  - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
  - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
  - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

## 1. - Les conclusions

**Avertissement :** les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.

### 1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits contenant de l'amiante sur jugement de l'opérateur :  
Conduit en fibres-ciment (Extérieur) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.\*
- Manchon (Terrasse 1) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.\*

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

### 1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Partie du local	Réponse
Bacard 2	Toutes	Absence de tel

Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations complémentaires doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations réglementaires du(s) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B"). De ce fait le vendeur reste responsable au titre des vices cachés en cas de présence d'Amiante. En cas de présence d'Amiante, et si il y a obligation de retrait, ce dernier sera à la charge du vendeur.

## 2. - Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse : ...

Numéro de l'accréditation Cofrac : .....

### 3. - La mission de repérage

#### 3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.  
Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

#### 3.2 Le cadre de la mission

##### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

##### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

##### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code de la santé publique.»  
L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

##### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

*En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9*

**Important :** Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celles à élaborer avant réalisation de travaux.

##### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Réseau	Structure de renfort et renforcement
Fermeture, Couplage, Fixation	Calendrier
Fissure	Fixe
Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Partie métallique intérieure	
Bâti, Clôture, Ferme, Porte, Poignée, Poignée de serrure, Poignée de poignée (caisse), Poignée de poignée (caisse à chariot), Poignée de poignée (caisse à roulettes), Poignée de poignée (caisse à roulettes)	Extrude projets
Caisse (rigide et préfabriquée), Structure et Coffre-vitrine	Extrude projets
2. Plancher et planchers	
Plancher, Poitrine et Chapelet, Quinze et Coffre-Homme	Extrude projets
Plancher	Panneau isolant ou caisse
3. Conduits, canalisations et équipement sanitaires	
Conduit de filage (ac, nc, autres fluides)	Conduits
4. Éléments extérieurs	
Tôle	Étages (composants) Plaque (fibres-ciment) Acier inoxydable Acier des fondations (composants) Acier des structures (fibres-ciment) Béton (fibres-ciment)
Bardage et faînes legnes	
Cendre et vase et fèces	

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Besoin d'assainissement ou autre information
Réseau	-	-

**3.2.6 Le périmètre de repérage effectif**

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

**Décrire des pièces visitées**

Extérieur,	Chambre 5,
Entrée,	Lave-mains 2,
Cuisine,	Wc 6,
Cellier,	Wc 7,
Couloir 1,	Balcon,
Bureau,	Terrasse 1,
Wc 1,	Terrasse 2,
Chambre 1,	Couloir 3,
Hall d'entrée,	Couloir 4,
Salon,	Chambre 6,
Séjour,	Chambre 7,
Lave-mains 1,	Sanitaire 2,
Dégagement,	Sanitaire 3,
Wc 2,	Sanitaire 4,
Wc 3,	Sanitaire 5,
Grande terrasse,	Wc 8,
Wc 4,	Wc 9,
Chambre 2,	Placard 1,
Salle d'eau 1,	Chambre 8,
Dégagement 2,	Cave 1,
Sanitaire 1,	Cave 2,
Salle d'eau 2,	Cave 3,
Wc 5,	Chaufferie,
Chambre 3,	Gianderie,
Couloir 2,	Local 1,
Chambre 4,	Local 2,
Salle d'eau 3,	Atelier,
Salle d'eau 4,	Local cuve,
Dégagement 3,	Grenier 1,
	Grenier 2

#### 4. - Conditions de réalisation du repérage

##### 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents reçus
Reports concernant la recherche d'amiante dans les lieux	-
Demandes délivrant les emmages, produits, matériaux et objets mis en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

##### 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 01/07/2019

Date(s) de visite de l'ensemble des lieux : 06/07/2019

Heure d'arrivée : 11 h 15

Durée du repérage : 06 h 00

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Mme SDUHLAL (07.52.10.81.60)

##### 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avec intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visibles			X

##### 4.4 Plan et procédures de prélèvements

Néant

## 5. - Résultats détaillés du repérage

### 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justificatif)	Etat de conservation* et préconisations**	Photo
Extérieur	Identifiant: H002 Description: Cordon en fibre-ciment Liste selon annexe 13-9 du CSP : B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matière non dégradée  <b>Références:</b> EN**  <b>Préconisation:</b> Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.	
Terrasse L	Identifiant: H001 Description: Manchon Liste selon annexe 13-9 du CSP : B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matière non dégradée  <b>Références:</b> EN**  <b>Préconisation:</b> Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique	

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe 7.4 de ce présent rapport

\*\* détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

Note : il est mentionné la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

### 5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Ancien	-

### 5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description	Photo
Pour 1; Cave 2; Chauffage, Rangement, Local L, local 2, Atelier	Identifiant: H003 Description: Câble filtre (tressé, coquéen, métall.) Liste selon annexe 13-9 du CSP : A Justificatif: sur jugement de l'opérateur	

**6. – Signatures**

**Note :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AFNOR Certification 11 rue Francis de Pressensé 93571 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°A-4-11)

Fait à BAGNEUX, le 08/07/2019

Par : Thomas PERRIER



Signature du représentant :

## ANNEXES

## Au rapport de mission de repérage n° 09/IMO/2656/THP

## Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mesothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et ce faire appeler aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## Sommaire des annexes

## 7 Annexes

## 7.1 Schéma de repérage

## 7.2 Rapports d'essais

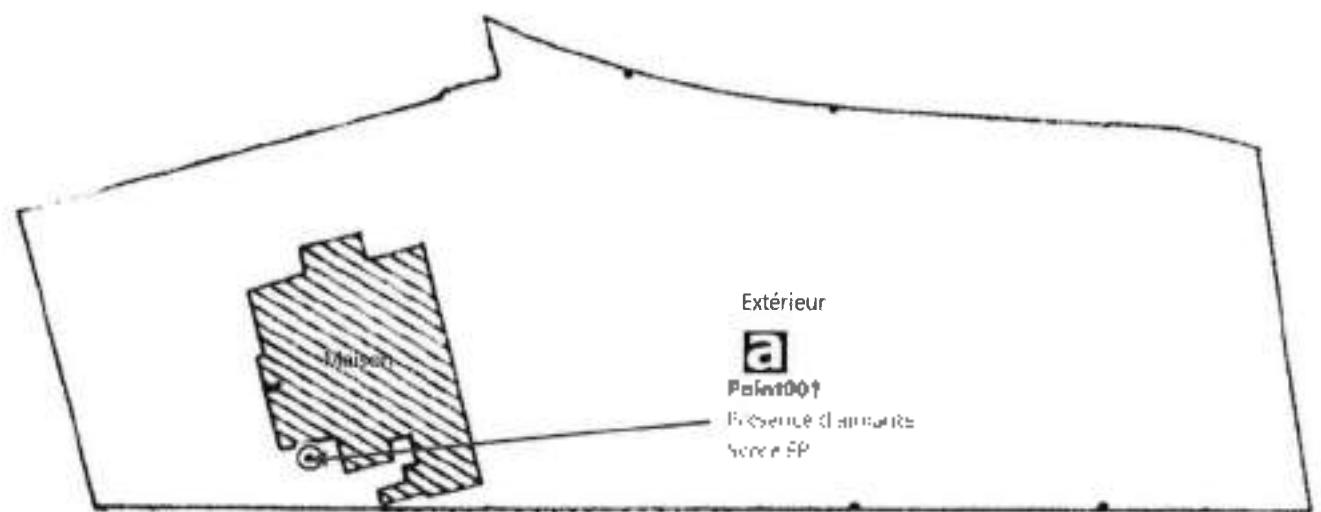
## 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

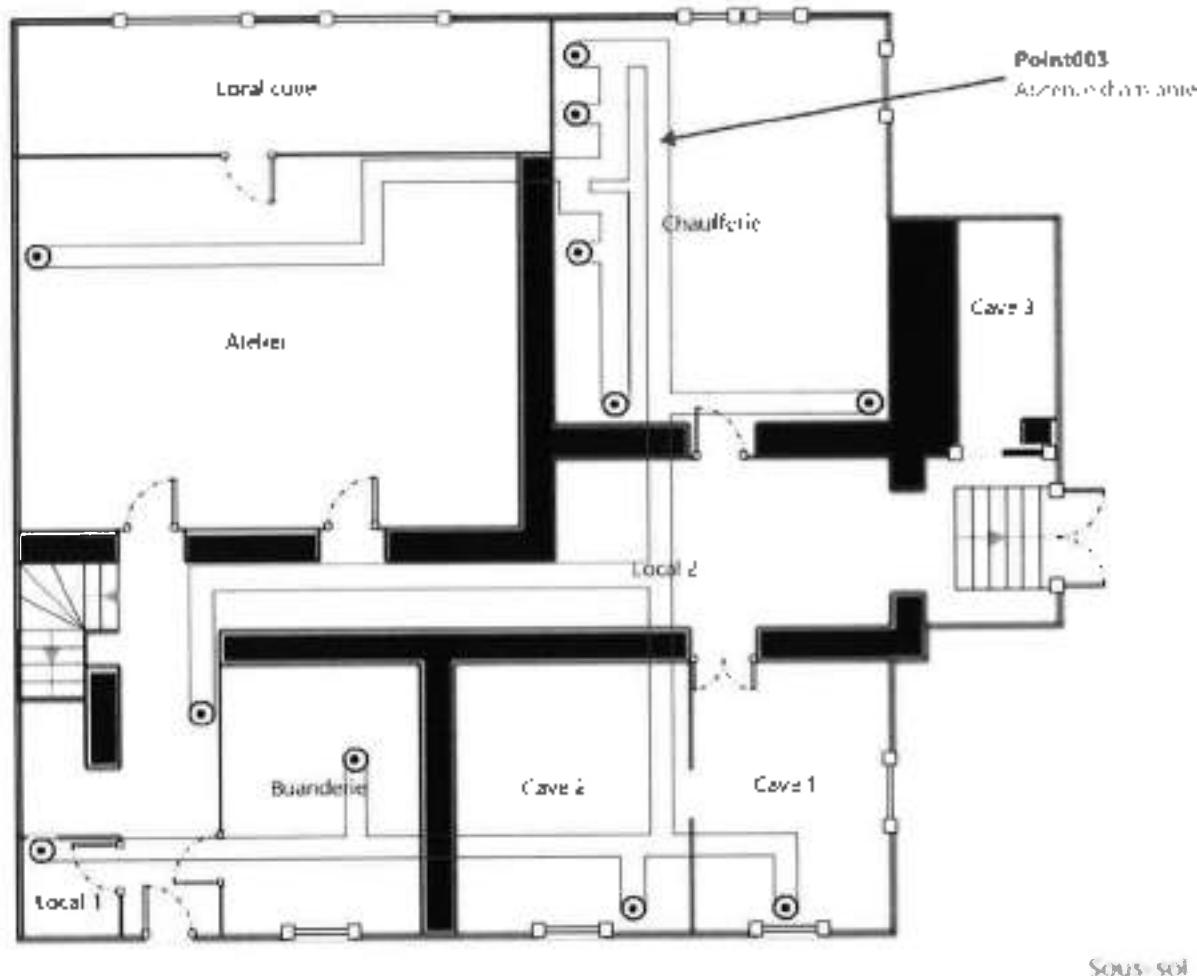
## 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations

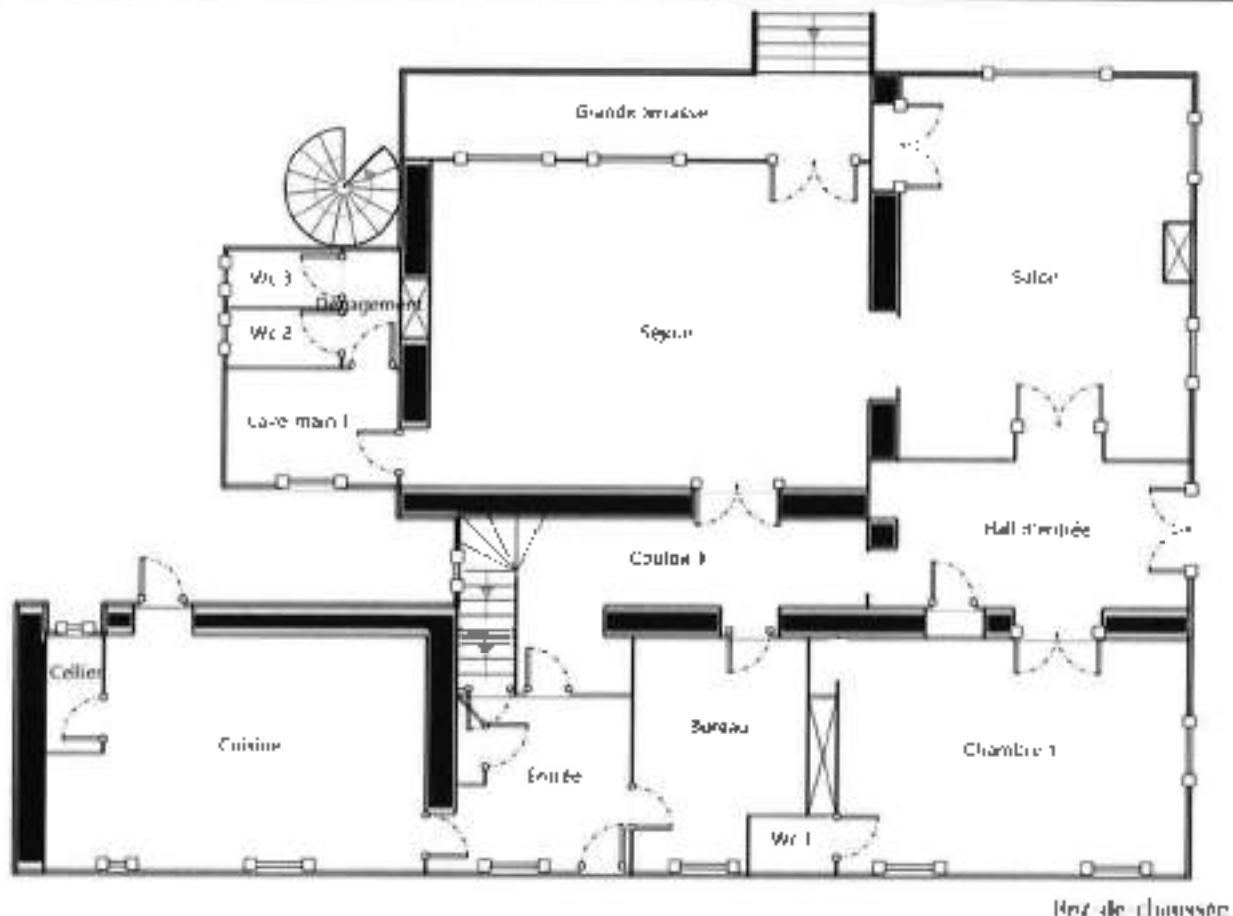
## 7.5 Recommandations générales de sécurité

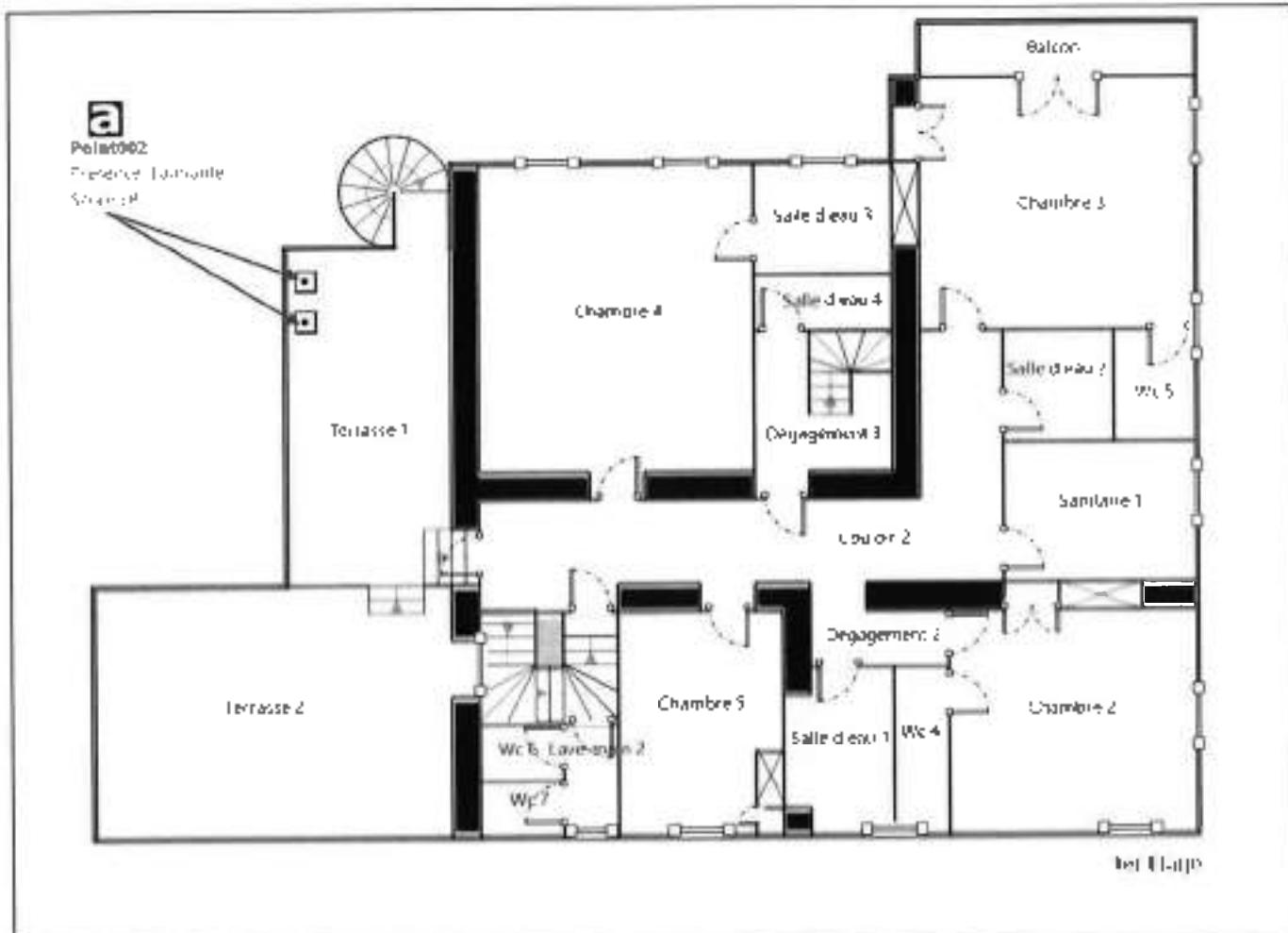
## 7.6 Documents annexés au présent rapport

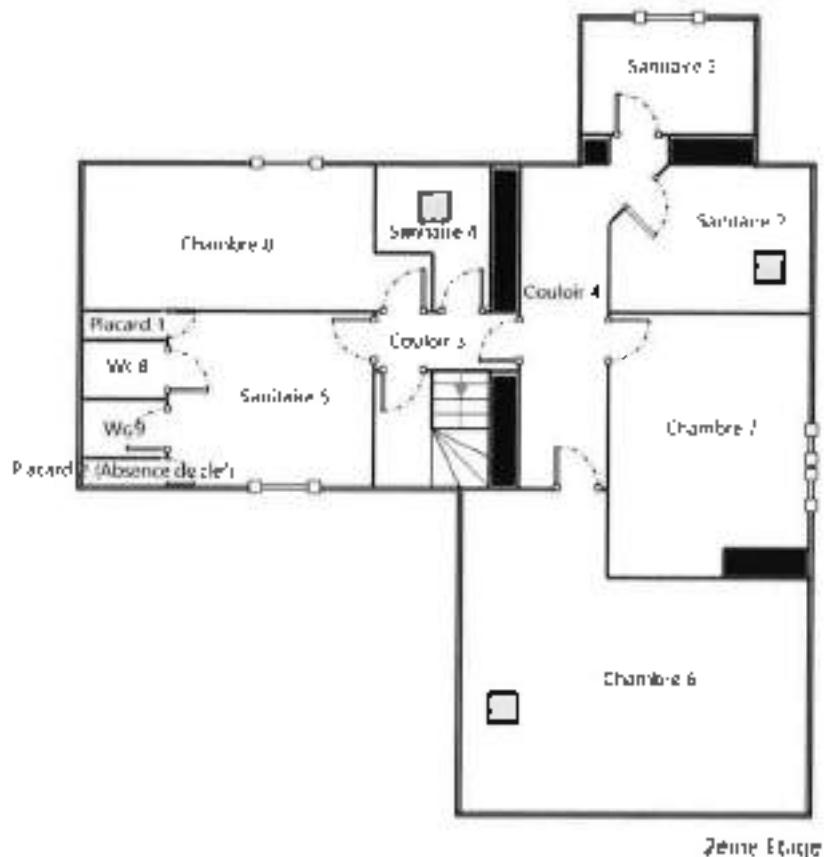
**7.1 - Annexe - Schéma de repérage**

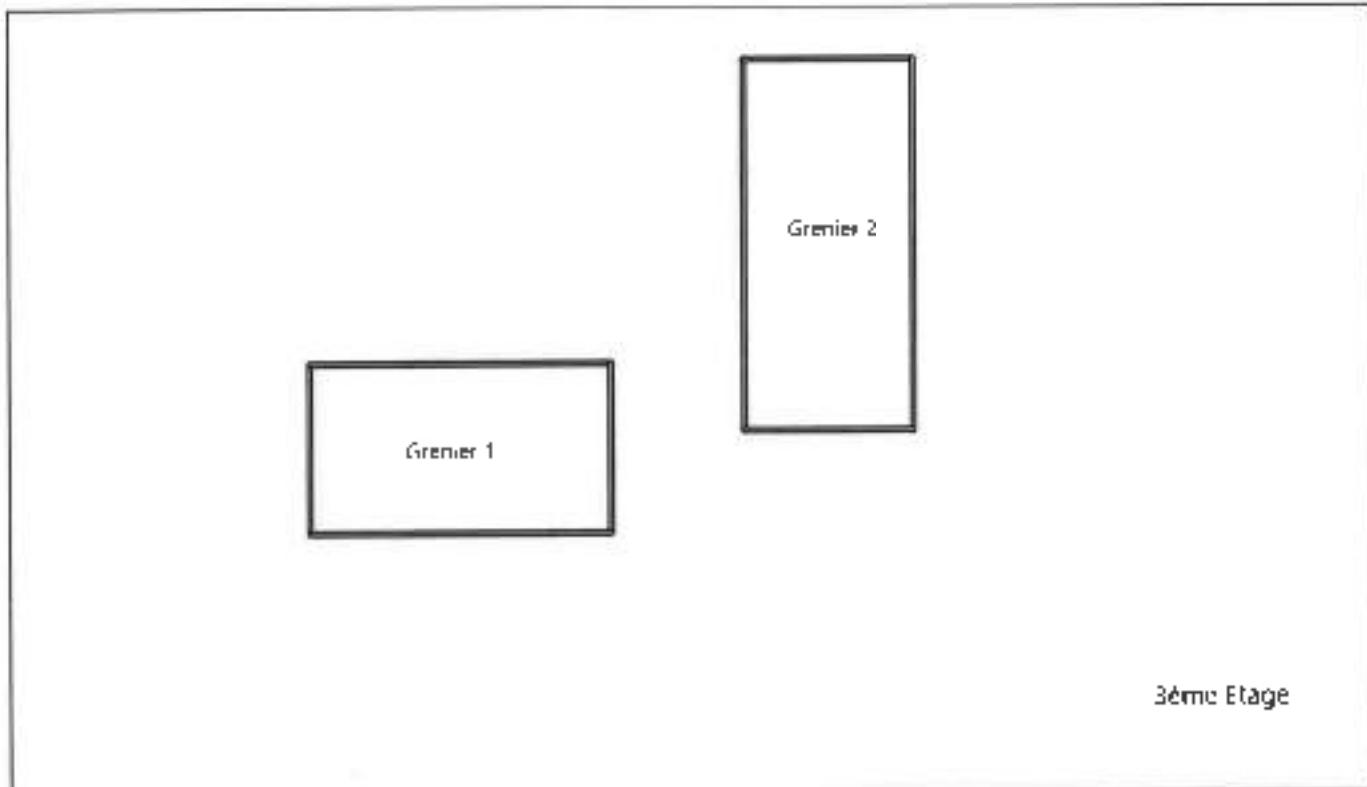












## Légende

	Conduit en fibre-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : <b>Succésion SOUHLAL</b> Adresse du bien : <b>3, rue Auguste Garnier</b> <b>51260</b> <b>BAGNEUX</b>
	Calepinage		Carrelage	
	Brides		Colle ou revêtement	
	Débris de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Tuile ou fibre-ciment	
	Présence d'amiante		Tuile ou matériaux composites	

**Photos**

	<p>Photo n° PhA001          Localisation : Terrasse 1          Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)          Partie d'ouvrage : Marchion          Description : Manchon          Localisation sur croquis : PointD02</p>
	<p>Photo n° PhA002          Localisation : Extérieur          Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Corduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)          Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment          Description : Conduit en fibres ciment          Localisation sur croquis : PointD01</p>
	<p>Photo n° PhA003          Localisation : Cave 1, Cave 2; Chaufferie; Buanderie; Local 1; Local 2, Atelier          Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)          Partie d'ouvrage : Calorifuge (tresses, coquilles, matelas.. )          Description : Calorifuge (tresses, coquilles, matelas.. )</p>

**7.2 - Annexe - Rapports d'essais****Identification des prélèvements :**

Identifiant du prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Partie du composant	Description
-	-	-	-	-

**Copie des rapports d'essais :**

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

## 7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

## Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

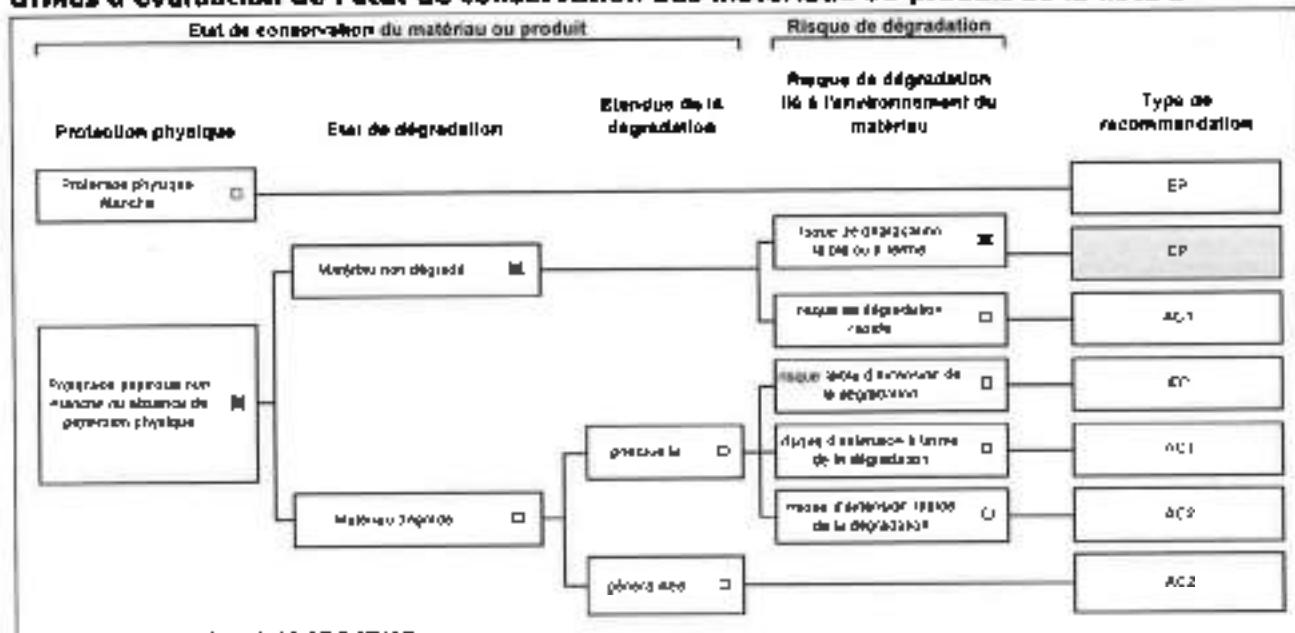
## 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1 <sup>e</sup> Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture(s) des fenêtres ou 2 <sup>e</sup> Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur aux susceptible(s) de créer des situations à forte courants d'air. ou 3 <sup>e</sup> Il existe un système de ventilation par réquisition d'air dans le local en fermeture du jet d'air entraîne que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1 <sup>e</sup> Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celle-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2 <sup>e</sup> Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1 <sup>e</sup> Il n'existe ni ouverture ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2 <sup>e</sup> Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

## 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par une occupation ou se trouve dans un local utilisé à des activités teraires passives.

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B



Dossier n° 09/IMO/2656/THP

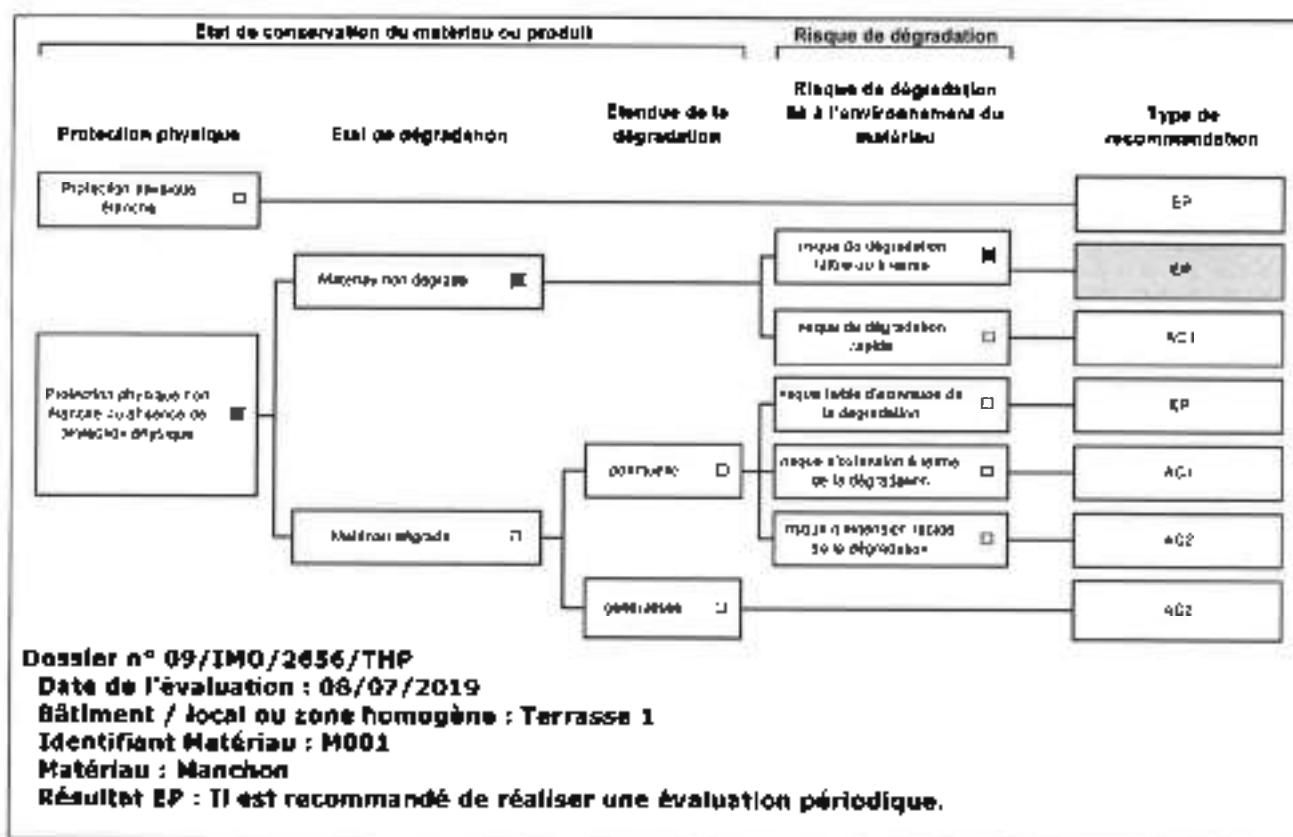
Date de l'évaluation : 08/07/2019

Bâtiment / local ou zone homogène : Extérieur

Identifiant Matériau : M002

Matériau : Conduit en fibres-ciment

Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



## Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau concernant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau	L'environnement du matériau concernant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau concernant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Legende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

l'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- les agressions physiques intrinsèques au local (vent, froid, humidité, etc..) selon que le risque est probable ou avéré ;

- la sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité ces locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou courante/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

## 7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R.1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R.1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R.1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R.1334-29.

**Article R.1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R.1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement, mesuré dans l'air en application de l'article R.1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R.1334-29.

**Article R.1334-29 :** Les travaux prévus doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

#### Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute réutilisation des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage.

III) Ensuite des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante, effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute réutilisation des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

### Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

- Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - Corriger ponctuellement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, ou renouvellement, ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
 Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
 En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

## 7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préférable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après établissent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent attendre soit la plèvre qui entoure les poumons (mesothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces malades surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre International de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit essentiellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaies pleurales (qui épaisissent la plèvre). Dans le cas d'empoussièlement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sténose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfaite mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée de tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégrée dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1992.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions menant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits reportés aux listes A et B de l'annexe I 3-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostics » pour la gestion des matériaux et produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 441-2-94 à R. 441-2-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâties et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailleur-mieux (<http://www.travailleur-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtes électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un placage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calfeutrée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison hermétique permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet Amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. À ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un démantèlement de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer l'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement.

notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.  
Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation ces déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### b. Appart en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.  
A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.  
Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.  
Tout autre déchet amiante doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.emde.org](http://www.emde.org).

#### e. Tracabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 7.6 - Annexe - Autres documents

Néant



## Etat de l'Installation Intérieure de Gaz

Numéro de dossier : 09/IMO/2656/THP  
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 45-500 (Janvier 2013)  
Date du repérage : 08/07/2019  
Heure d'arrivée : 11 h 15  
Durée du repérage : 06 h 00

La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 18 novembre 2013 et 12 février 2014 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-555 du 8 juin 2005. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

### A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :  
Département : ... Marne  
Adresse : ... 3, rue Auguste Garnier  
Commune : ... 51360 BAGNEUX  
Section cadastrale AD, Parcelle numéro 102,  
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
Lez numéro Non communiqué,  
Type de bâtiment : ... Habitation (maisons individuelles)  
Nature du gaz distribué : ... Gaz Propane  
Distributeur de gaz : ... PRIMAGAZ  
Installation alimentée en gaz : ... NON

### B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :  
Nom et prénom : ... Succession SOUHLAL  
Adresse : ... Chez Maitre Friman  
30, avenue du Maréchal Joffre  
54290 VILLENEUVE-LE-Roi  
Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :  
Quantité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
Autre  
Nom et prénom : ... Mme SOUHLAL  
Adresse : ...  
Titulaire du contrat de fourniture de gaz :  
Nom et prénom : ...  
Adresse : ...  
N° de téléphone : ...  
Références : ...

### C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :  
Nom et prénom : ... Thomas PERRIER  
Raison sociale et nom de l'entreprise : ... SARL ACTIV DIAGNOSTIC IMMOBILIER  
Adresse : ... 32, rue Milford Haven  
10100 Romilly sur Seine  
Numéro SIRET : ... 528913155.00024  
Désignation de la compagnie d'assurance : ... Axa  
Numéro de police et date de validité : ... 10116750004 / 01/01/2020  
Certification de compétence QDE/GAZ/10169399 délivrée par : AFNOR Certification, le 05/11/2015  
Norme méthodologique employée : ... NF P 45-500 (Janvier 2013)

## D. - Identification des appareils

Liste des installations intérieures gaz (Genre, marques, modèle)	Type <sup>31</sup>	Possession de en assy	Localisation	Observation : (anomalie, taux de CO mesuré=), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné
Néant	-	-	-	-

- (1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur, ....  
 (2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

Note : Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et de contrôle de la vacuité des conduits de fumées.

Note 2 : Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux installations non contrôlées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des installations concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

Note 3 : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

## E. - Anomalies identifiées

Possibilité de contrôle <sup>32</sup> (selon la norme)	Anomalies observées (3.1 <sup>33</sup> , 3.2 <sup>34</sup> , DGT <sup>35</sup> , 3.2c <sup>36</sup> )	Détail des anomalies et recommandations	Photos
C.6 - 7d4 Lyres GPL	A1	La date limite d'utilisation de la lyre GPL en caoutchouc armé n'est pas lisible ou est dépassée.	

- (3) Point de contrôle selon la norme utilisée.  
 (4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.  
 (5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.  
 (6) DGT : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constitutifs à source du danger.  
 (7) 3.2c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

Note : Nous vous rappelons que la responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne prétendent pas de la conformité de l'installation.

## F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motif :

## Placard 2 (Absence de clef)

Note : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

**G. - Constatations diverses****Commentaires :**

Certains points de contrôles n'ont pu être contrôlés. De ce fait la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée.

- Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- Le conduit de raccordement n'est pas visible

**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :**

Néant

**Observations complémentaires :**

Néant

**Conclusion :**

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGT qui devront être réparées avant remise en service.
- L'installation comporte une anomalie B2c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

**H. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI**

- Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz ou
- Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :
  - référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
  - codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie

**I. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c**

Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;

Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

**Note :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AENOR Certification - 11 rue Francis de Pressensé 93571 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le 08/07/2019.

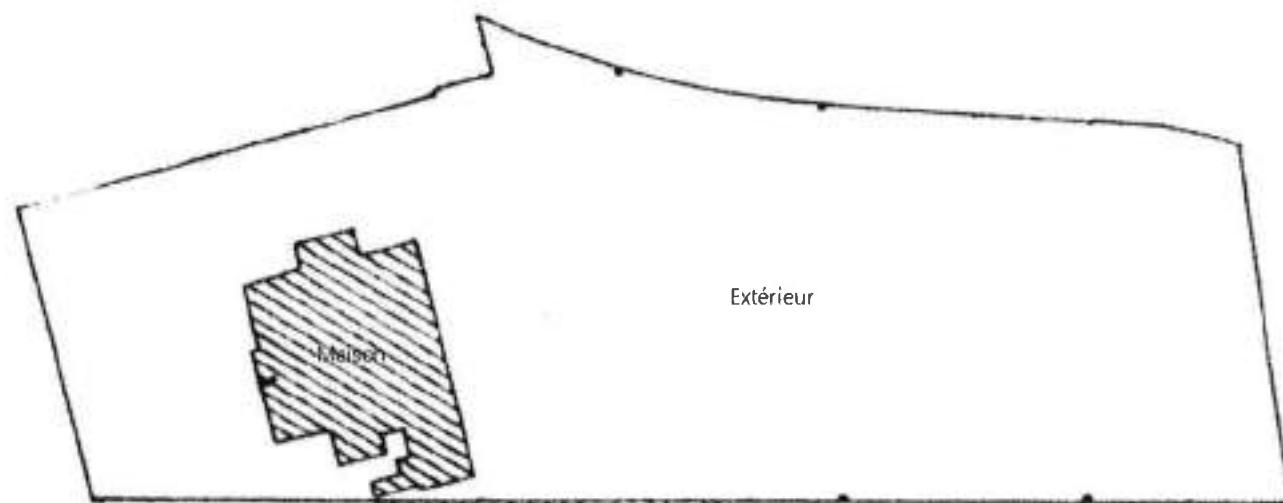
Fait à BAGNEUX, le 08/07/2019

Par : Thomas PERRIER

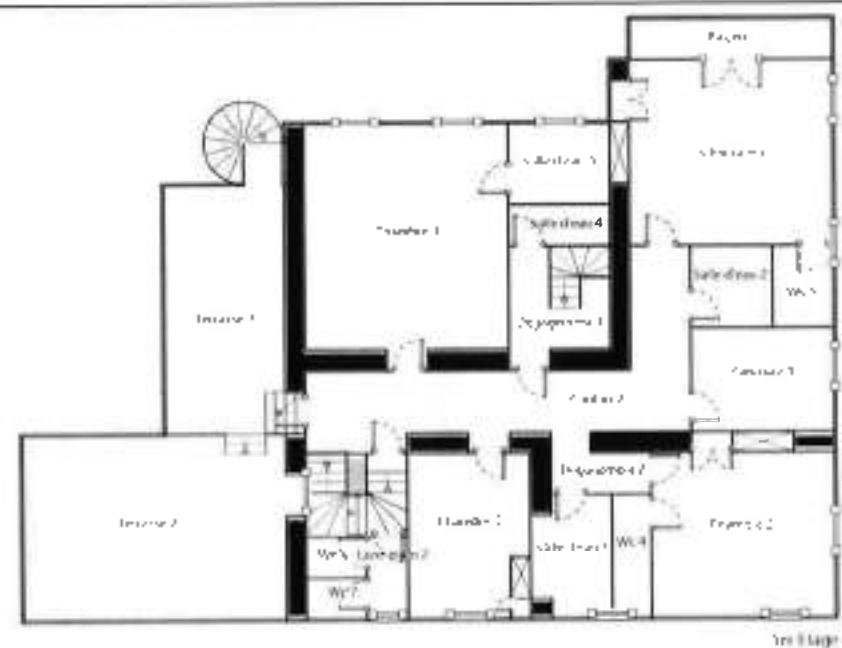
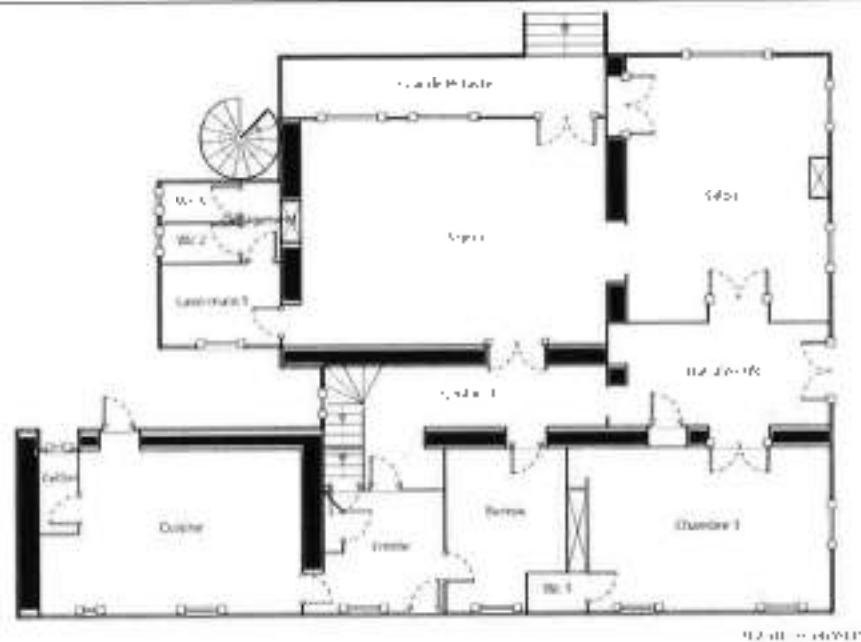


Signature du représentant :

**Annexe - Plans**

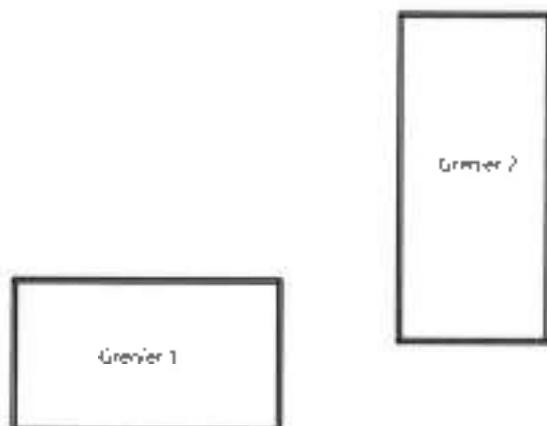


Sous-sol





RDC (Rdc)



1<sup>er</sup> étage

**Annexe - Photos**

Photo n° PhGaz001

7dd : La date limite d'utilisation de la lyre GPL en caoutchouc armé n'est pas lisible ou est dépassée.

**Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)**

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures. Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base

- Renouvez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermenter le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>



## Etat de l'Installation Intérieure d'Électricité

Numéro de dossier : 09/IMD/2656/THP  
Date du repérage : 08/07/2019  
Heure d'arrivée : 11 h 15  
Durée du repérage : 06 h 00

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L.134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

### 1. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :  
Type d'immeuble : Maison individuelle  
Adresse : 3, rue Auguste Garnier  
Commune : 51260 BAGNEUX  
Département : Marne  
Référence cadastrale : Section cadastrale AD, Parcelle numéro 102, identifiant fiscal NC  
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : Lot numéro Non communiqué  
Périmètre de repérage :  
Année de construction : < 1949  
Année de l'installation : < 1949  
Distributeur d'électricté : Engie  
Parties du bien non visitées : Placard 2 (Absence de clef)

### 2. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :  
Nom et prénom : Mme SOUNHAL  
Adresse :

Téléphone et adresse internet : Non communiquées  
Qualité du donneur d'ordre (sur demande de l'intervenant) : Autre

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :  
Nom et prénom : Succession SOUNHAL  
Adresse : Chaz Malte Priman  
30, avenue du Maréchal Joffre  
94290 VILLENEUVE-LE-ROT

### 3. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :  
Nom et prénom : Thomas PERRIER  
Raison sociale et nom de l'entreprise : SARL ACTIV DIAGNOSTIC IMMOBILIER  
Adresse : 32, rue Milford Haven  
10100 Romilly sur Seine  
Numéro SIRET : 528913155.00024  
Désignation de la compagnie d'assurance : Axa  
Numéro de police et date de validité : 10116750004 / 01/01/2020

Ce présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AFNOR Certification le 01/12/2015 jusqu'au 30/11/2020. (Certification de compétence ODE/01E169399)

**4. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'Installation Intérieure d'électricité**

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériaux d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériaux d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles [incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier] ou nécessitant un démontage ou une déterioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulettes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement);
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

**5. – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes**

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.  
 L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

**Anomalies avérées selon les domaines suivants :**

- L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.  
 Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.  
 Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.  
 La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.  
 Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.  
 Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Domaines	Anomalies	Photo
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre	Il n'existe pas de conducteur principal de protection. Remarques : CONDUCTEUR SECTIONNÉ	
	Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre.	
	Au moins un socle de prise de courant placé à l'extérieur n'est pas protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité à 30 mA.	
4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier - respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).	
5 Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou débâtarée.	
	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.	
	L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible.	
	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une pfinthe ou une huissene, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.	

**Anomalies relatives aux installations particulières :**

- Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- Piscine privée, ou bassin de fontaine

Domaines	Anomalies relatives aux installations particulières
Néant	-

**Informations complémentaires :**

- Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Domaines	Informations complémentaires
Néant	-

## 6. - Avertissement particulier

## Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

Demandes	Points de contrôle
1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité	<p>Présence Point à vérifier : Présence (y compris annexe usage habitation) Motifs : COFFRET FERMÉ À CLÉ</p> <p>Emplacement Point à vérifier : Placé à l'intérieur du logement ou annexe en accès directe</p> <p>Coupe de l'ensemble de l'installation électrique Point à vérifier : Assure la coupure de l'ensemble de l'installation</p> <p>Caractéristiques techniques Point à vérifier : Interruiseur ou disjoncteur</p> <p>Caractéristiques techniques Point à vérifier : Uniquement à commande manuelle</p> <p>Caractéristiques techniques Point à vérifier : Coupe simultanée et omnipolaire</p> <p>Accessibilité Point à vérifier : Placé à une hauteur &lt; 1,80 m du sol fini (hauteur supérieure admise si marches ou estrade)</p> <p>Accessibilité Point à vérifier : Placé en un endroit dont l'accès ne se fait pas par une trappe indiquant ou non un escalier escamotable</p> <p>Accessibilité Point à vérifier : Tableau, armoire, placard ou garde accessible sans l'utilisation d'une clé ou d'un outil</p> <p>Accessibilité Point à vérifier : Non placé sous un point d'eau ou au-dessus de feux ou plaques de cuisson</p>
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre	<p>Présence Motifs : COFFRET FERMÉ À CLÉ</p> <p>Caractéristiques techniques Point à vérifier : Indication sur le ou les appareils du courant différentiel assigné (sensibilité)</p> <p>Emplacement Point à vérifier : Protection de l'ensemble de l'installation</p> <p>Caractéristiques techniques Point à vérifier : Non réglable en courant différentiel résiduel (sensibilité) et en temps de déclenchement</p> <p>Courant différentiel-résiduel assigné Point à vérifier : Courant différentiel assigné au plus égal à 650mA (sauf branchement P surveillé)</p> <p>Bouton test Point à vérifier : Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité)</p> <p>Bouton test Point à vérifier : Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent Motifs : COFFRET FERMÉ À CLÉ</p> <p>Caractéristiques techniques Point à vérifier : Liaison de classe II entre le disjoncteur de branchement non différentiel et les bornes aval des dispositifs différentiels protégeant l'ensemble de l'installation</p> <p>Constitution Point à vérifier : Prises de terre multiples interconnectées même bâtiment.</p>

Domaines	Points de contrôle
	<p><b>Résistance</b>            Point à vérifier : Valeur de la résistance de la prise de terre adaptée au(x) dispositif(s) différentiel(s)            Motifs : PAS DE COURANT LE JOUR DE LA VISITE</p>
	<p><b>Constitution et mise en œuvre</b>            Point à vérifier : Qualité satisfaisante de la connexion du conducteur de terre, de la liaison équipotentielle principale, du conducteur principal de protection, sur la borne ou barrette de terre principale</p>
	<p><b>Constitution et mise en œuvre</b>            Point à vérifier : Connexions assurées entre les éléments conducteurs et/ou canalisations métalliques et la LEP &lt; = 2 ohms            Motifs : CONDUCTEUR SECTIONNÉ</p>
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale</p>
	<p><b>Constitution et mise en œuvre</b>            Point à vérifier : Qualité satisfaisante des connexions visibles du conducteur de liaison équipotentielle principale sur éléments conducteurs</p>
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Section satisfaisante du conducteur principal de protection</p>
	<p><b>Constitution et mise en œuvre</b>            Point à vérifier : Éléments constituant le conducteur principal de protection appropriés</p>
	<p><b>Continuité</b>            Point à vérifier : Continuité satisfaisante du conducteur principal de protection</p>
	<p>Mise à la terre de chaque circuit, dont les matériels spécifiques            Point à vérifier : Tous les socles de prise avec terre sont reliés à la terre            Motifs : CONDUCTEUR SECTIONNÉ</p>
	<p>Mise à la terre de chaque circuit, dont les matériels spécifiques            Point à vérifier : Tous les circuits (hors ceux des prises) sont reliés à la terre</p>
	<p><b>Constitution et mise en œuvre</b>            Point à vérifier : Éléments constituant les conducteurs de protection appropriés</p>
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Section satisfaisante des conducteurs de protection</p>
<b>3. Dispositif de protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit</b>	<p><b>Présence</b>            Point à vérifier : Présence d'une protection contre les surintensités à l'origine de chaque circuit            Motifs : COFFRET FERMÉ À CLÉ</p>
	<p><b>Emplacement</b>            Point à vérifier : Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase.</p>
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Le type de fusible est d'un modèle autorisé et le disjoncteur n'est pas réglable en courant.</p>
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Conducteurs de phase regroupés sous la même protection contre les surintensités en présence de conducteur neutre commun à plusieurs circuits</p>
	<p><b>Adéquation avec le courant assigné (calibre) ou de réglage et section des conducteurs</b>            Point à vérifier : Courant assigné (calibre) de la protection contre les surintensités de chaque circuit adapté à la section des conducteurs</p>
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Section des conducteurs de la canalisation alimentant le tableau de répartition adaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement</p>
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Section des conducteurs d'alimentation en adéquation avec le courant assigné du DP placé en amont.</p>

Domaines	Points de contrôle
	<p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Section des conducteurs de pontage en adéquation avec le courant de réglage du disjoncteur de branchement.</p> <p><b>Emplacement</b>            Point à vérifier : Aucun tableau placé au-dessous d'un point d'eau, au-dessus de feux ou plaques de cuisson</p> <p><b>Adéquation avec le courant assigné (calibre) ou de réglage et section des conducteurs</b>            Point à vérifier : Courant assigné (calibre) de l'interrupteur assurant la coupure de l'ensemble de l'installation électrique adapté</p> <p><b>Interrupteurs généraux et interrupteurs différentiels - courant assigné (calibre) adapté à l'installation électrique</b>            Point à vérifier : Courant assigné (calibre) de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement adapté.</p> <p><b>Interrupteurs généraux et interrupteurs différentiels : courant assigné (calibre) adapté à l'installation électrique</b>            Point à vérifier : Courants assignés des interrupteurs différentiels de plusieurs tableaux adaptés.</p>
4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire	<p><b>Continuité</b>            Point à vérifier : Continuité satisfaisante de la liaison équipotentielle supplémentaire.</p> <p><b>Caractéristiques techniques</b>            Point à vérifier : Section satisfaisante de la partie visible du conducteur de liaison équipotentielle supplémentaire</p> <p><b>Mise en œuvre</b>            Point à vérifier : Qualité satisfaisante des connexions du conducteur de la liaison équipotentielle supplémentaire aux éléments conducteurs et masses</p>
6. Matériaux électriques vétustes, inadaptés à l'usage	<p><b>Matériaux inadaptés à l'usage : conducteur repéré par la double coloration vert et jaune utilisé comme conducteur actif</b>            Point à vérifier : Absence de conducteur repéré par la double coloration vert et jaune utilisé comme conducteur actif</p> <p><b>Matériaux présentant des risques de contacts directs : état mécanique du matériel</b>            Point à vérifier : Absence de conducteur actif dont le diamètre est inférieur à 12/10 mm² (1,13 mm²).</p>

**Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :**

Placard 2 (Absence de clef)

**7. - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel****Néant**

**Note : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AFNOR Certification - 11 rue Francis de Pressensé 93571 SAINT DENIS LA PLATINE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-21)**

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : 06/07/2019

Etat rédigé à BAGNEUX, le 06/07/2019

Par : Thomas PERRIER



**Signature du représentant :**



## 6. - Explications détaillées relatives aux risques encourus

**Objectif des dispositions et description des risques encourus**

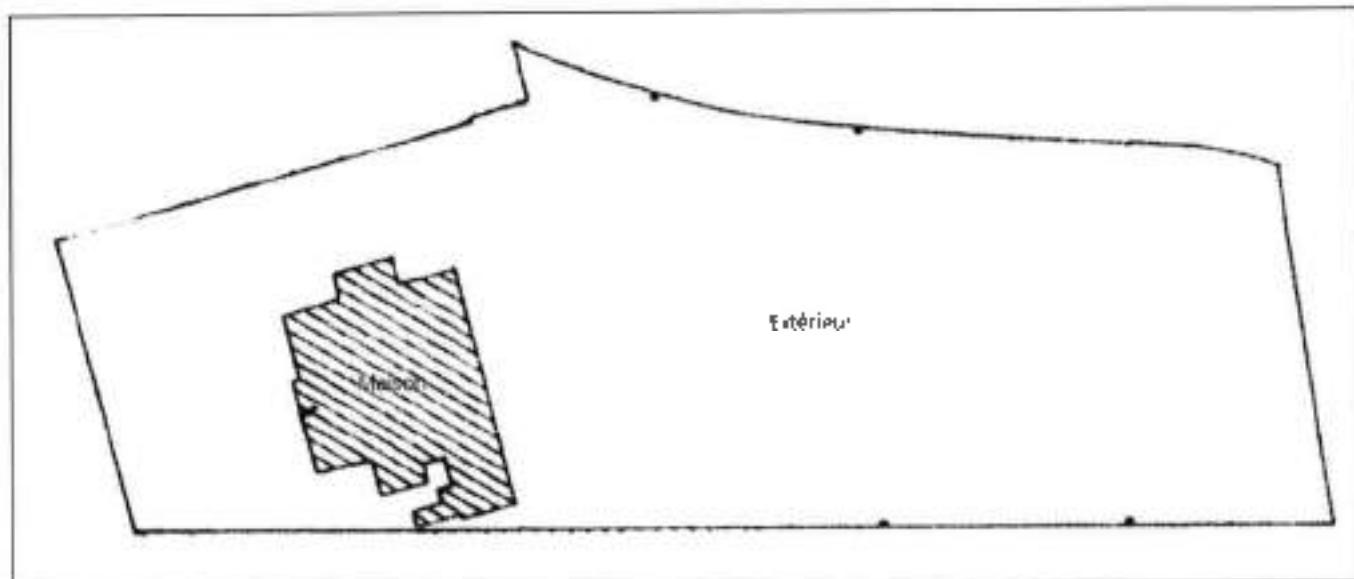
<b>Appareil général de commande et de protection :</b> Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.
Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette coupure en cas de danger (électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
<b>Protection différentielle à l'origine de l'installation :</b> Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolation sur un matériau électrique.
Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>Prise de terre et installation de mise à la terre :</b> Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolation sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.
L'absence de ces éléments ou leur résistance parallèle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>Protection contre les surintensités :</b> Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles diagonaux contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.
L'absence de ces dispositifs de protection ou leur taux trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
<b>Liason équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche :</b> Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.
Son absence priviliege, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche :</b> Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels lieux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque ce-ci est mouillé ou immergé.
Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>Matériaux électriques présentant des risques de contact direct :</b> Les matériaux diélectriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériaux électriques brûlants, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte étiquetée d'un couvercle, matériels électriques cassés, ...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>Matériaux électriques utilisés ou inadaptés à l'usage :</b> Ces matériaux électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolation suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériaux présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>Appareils d'alimentation situés dans des parties communes et alimentées depuis les parties privatives :</b> Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>Piscine privée ou bassin de fontaine :</b> Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

## Informations complémentaires

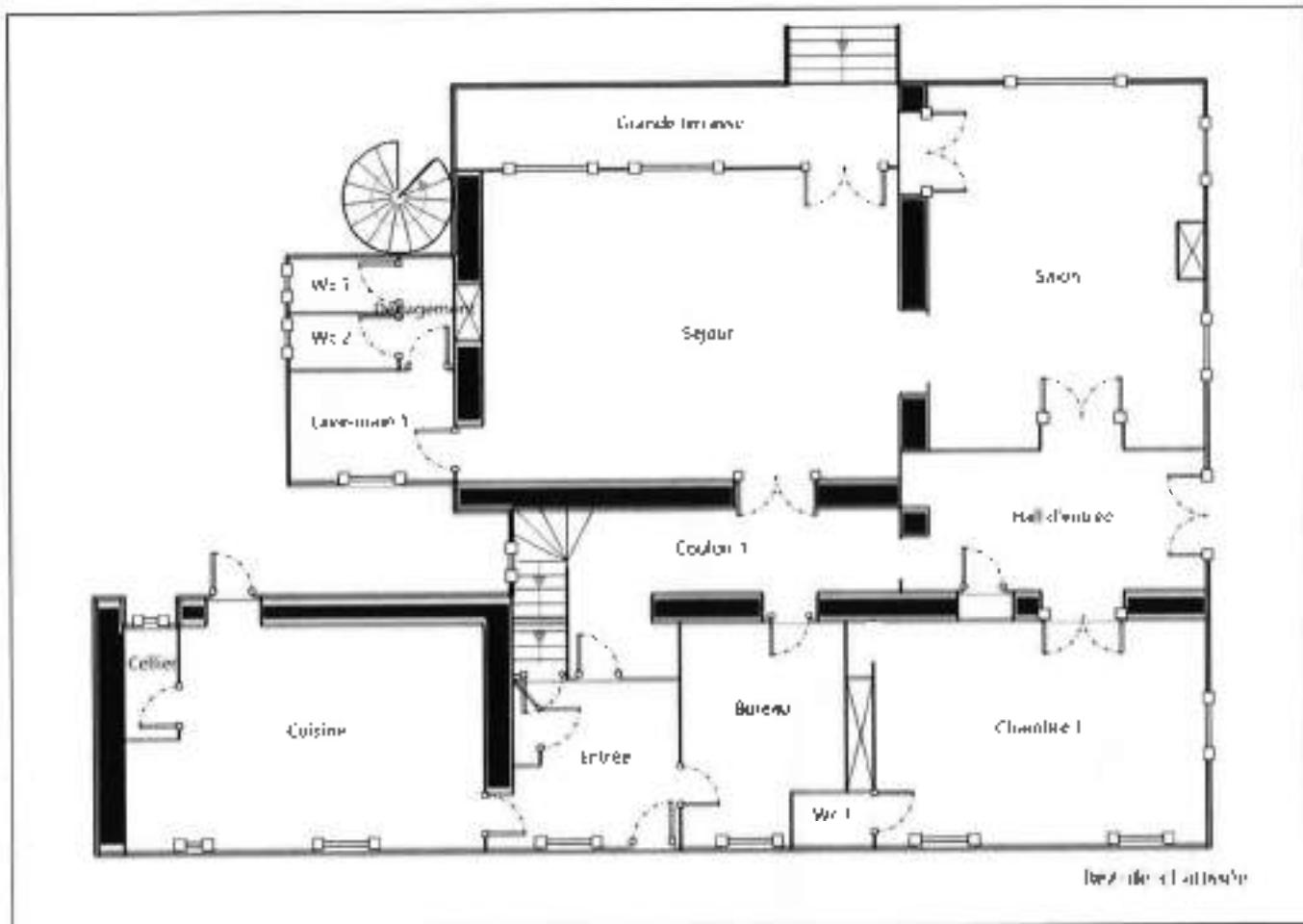
**Objectif des dispositions et description des risques encourus**

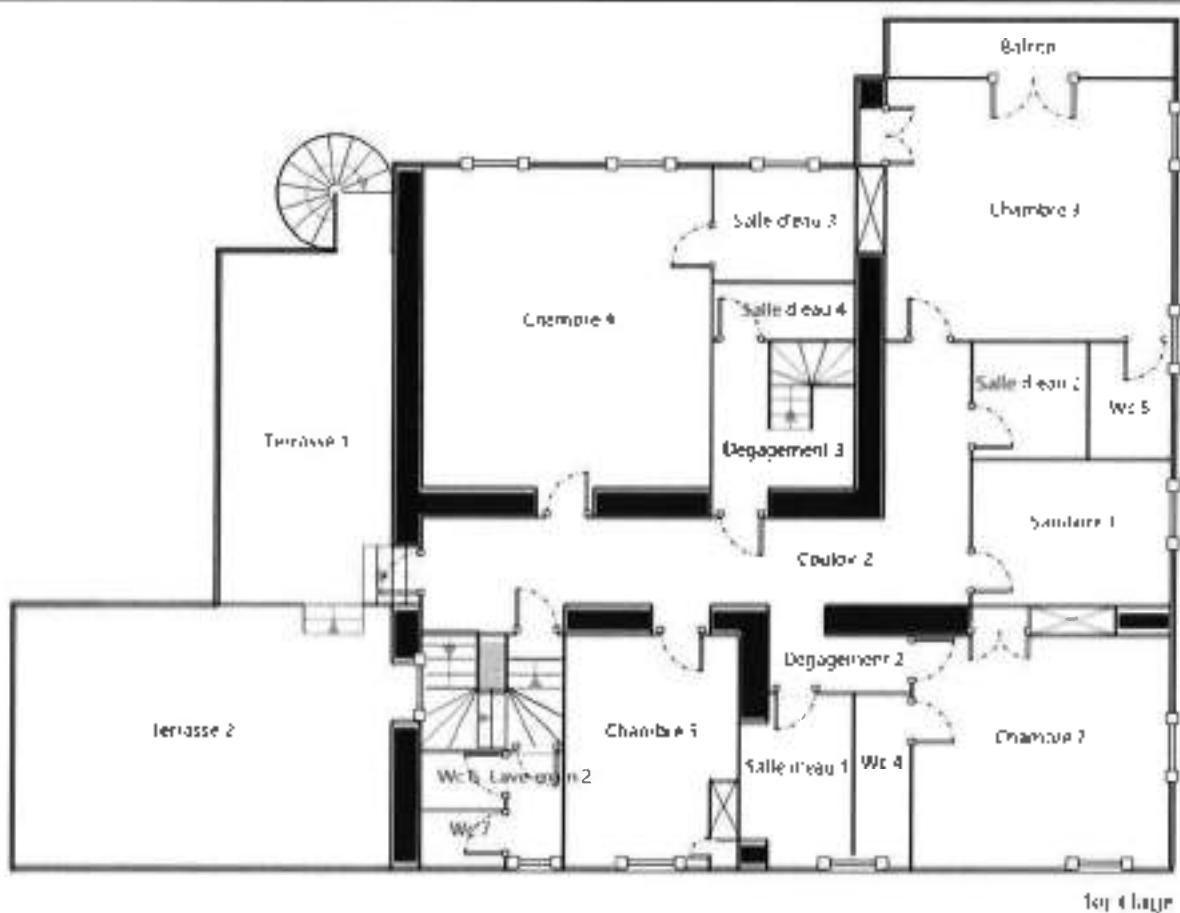
<b>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique :</b> L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telles que l'usure normale ou anormale des matériaux, l'imprudence ou le défaut d'antrein, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>Socle de prise de courant de type à obturateurs :</b> Socles de prise de courant de type à obturateurs. L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.
<b>Socle de prise de courant de type à puits :</b> La présence d'un ouïs au niveau d'un socle de prise de courant offre le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

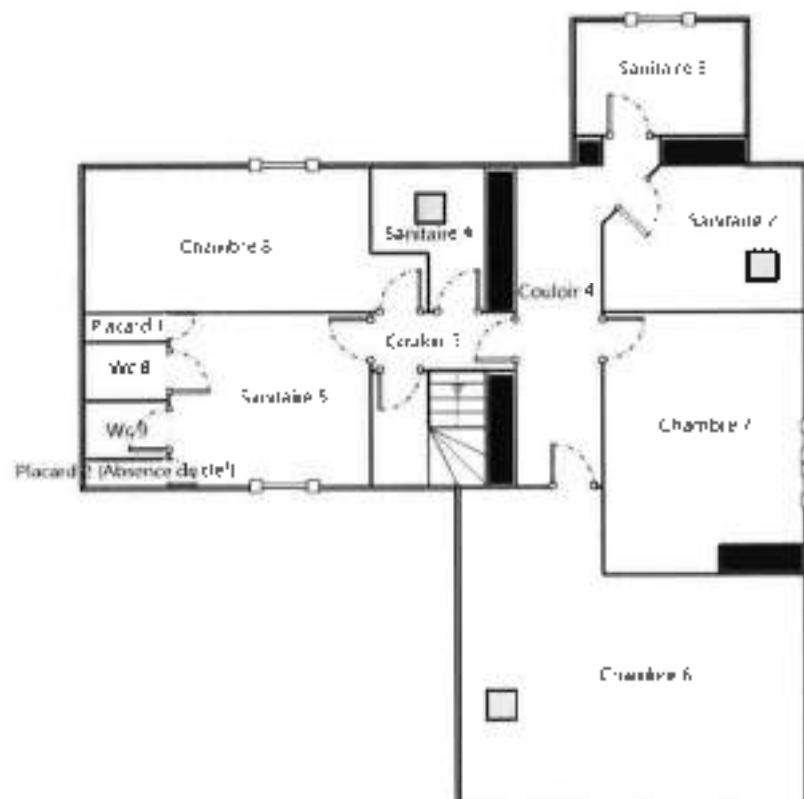
Annexe - Plans



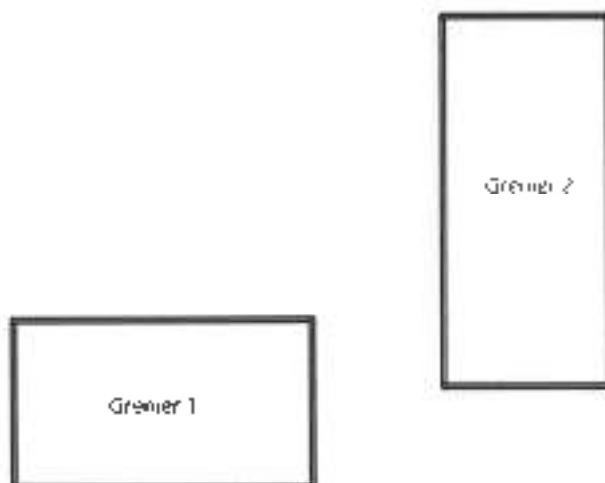








1<sup>er</sup> étage



2<sup>ème</sup> Etage

## Annexe - Photos

	Photo du Compteur électrique
	<p>Photo PhEle001 Libellé de l'anomalie : B7.3 a L'Enveloppe d'au moins un matériel est inadquate ou détériorée.</p>
	<p>Photo PhEle002 Libellé de l'anomalie : B7.3 d L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.</p>
	<p>Photo PhEle003 Libellé de l'anomalie : B8.3 a L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible.</p>
	<p>Photo PhEle004 Libellé de l'anomalie : B8.3 e Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.</p>

	<p><b>Photo PhEle005</b>          Libellé de l'anomalie : B6.3.1 à Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier - respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).</p>
	<p><b>Photo PhEle006</b>          Libellé de l'anomalie : B3.3.7 à Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre</p>
	<p><b>Photo PhEle007</b>          Libellé de l'anomalie : B3.3.5 a1 Il n'existe pas de conducteur principal de protection.          Commentaire : CONDUCTEUR SECTIONNÉ</p>
	<p><b>Photo PhEle008</b>          Libellé de l'anomalie : B3.3.10 a Au moins un socle de prise de courant placé à l'extérieur n'est pas protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA.</p>

#### Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



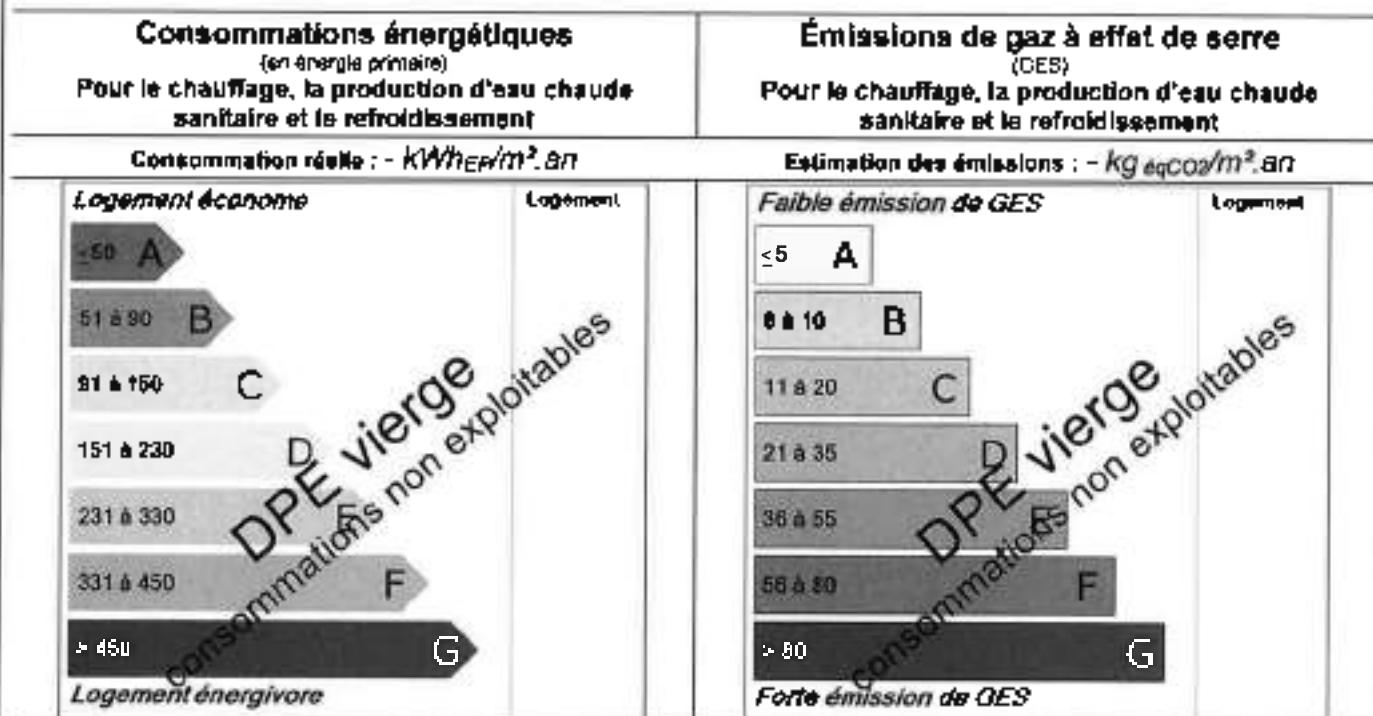
# Activ Diagnostic

## Diagnostic de performance énergétique - logement (B.2)

N° ..... 09/IMO/2656/THP	Date (visite) ..... 08/07/2019
Valable jusqu'au : ..... 07/07/2029	Diagnosticleur ..... Thomas PERRIER
Type de bâtiment : ..... Habitation (en maison individuelle)	Certification : AFNOR Certification n°ODD/OPPE/10169399 obtenue le 05/11/2015
Année de construction : .. Avant 1948	Signature :
Surface habitable : ..... 419,52 m <sup>2</sup>	
Adresse : ..... 3, rue Auguste Garnier 51280 BAGNEUX	
Propriétaire :	Propriétaire des installations communes (si il y a lieu) :
Nom : ..... Succession SOUHLAL	Nom : .....
Adresse : ..... Chez Maître Friman 30, avenue du Maréchal Joffre 94290 VILLENEUVE-LE-ROI	Adresse : .....

### Consommations annuelles par énergie

Le diagnostiqueur n'a pas été en mesure d'établir une estimation des consommations car le logement est inoccupé depuis trop longtemps



# Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

## Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
<b>Murs :</b> Pierre non isolée donnant sur l'extérieur Bloc béton creux non isolé donnant sur l'extérieur	<b>Système de chauffage :</b> Chaudière individuelle fioul installée entre 1981 et 1990 réseau isolé	<b>Système de production d'ECS :</b> Combiné au système Chaudière individuelle fioul installée entre 1981 et 1990 réseau isolé, réseau d'eau isolé
<b>Toiture :</b> Dalle béton non isolée donnant sur l'extérieur Plafond sous solives bois non isolé donnant sur un comble fortement ventilé Combles aménagés sous rampants non isolé donnant sur l'extérieur		
<b>Menuiseries :</b> Porte(s) bois avec 30-60% de vitrage simple Fenêtres battantes bois simple vitrage avec jalousie accordéon Fenêtres battantes métal sans rupture de ponts thermiques de fait simple vitrage Fenêtres battantes bois simple vitrage	<b>Système de refroidissement :</b> Néant	<b>Système de ventilation :</b> Naturelle par ouverture des fenêtres
<b>Plancher bois :</b> Plancher bois sur solives bois non isolé donnant sur un sous-sol Dalle béton non isolée donnant sur un sous-sol	<b>Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint :</b> Non	
<b>Énergies renouvelables</b>	<b>Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh/ffm<sup>2</sup>/an</b>	
<b>Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables</b>	Néant	

### Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur
- Pour comparer différents logements entre eux :
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

### Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

### Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.

### Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

### Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

### Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergies renouvelables produites par les équipements installés à demeure.

# Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

## Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

### Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, régulez et programmez. La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19°C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température « Hors gel » fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Eteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

### Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

### Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourrez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée

- Aérez périodiquement le logement.

### Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, le nuit pour rafraîchir.

### Autres usages

#### Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Evitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (ébat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

#### Bureautique/audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

#### Electroménager (cuissson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

# Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

## Recommendations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Isolation des murs par l'intérieur	Recommandation : envisager une isolation des murs par l'intérieur. Détail : Pour bénéficier du crédit d'impôt, il faut atteindre une résistance thermique supérieure à 3,7 m <sup>2</sup> K/W	30%
Remplacement de la porte	Recommandation : Il faut remplacer les menuiseries existantes par des menuiseries ayant une meilleure performance thermique. Détail : L'amélioration de la performance thermique des portes et baies vitrées permet surtout de réduire l'effet "paroi froide" en hiver et donc d'abaisser les températures de consigne. Pour bénéficier du crédit d'impôt, une performance thermique minimum est exigée.	30%
Remplacement fenêtres par du double-vitrage VITR	Recommandation : Il faut remplacer les fenêtres existantes par des fenêtres double-vitrage peu émissif pour avoir une meilleure performance thermique. Détail : Lors du changement, prévoir des entrées d'air de manière à garantir un renouvellement d'air minimal. Pour bénéficier du crédit d'impôt, une performance thermique minimum est exigée. L'amélioration de la performance thermique des baies vitrées permet surtout de réduire l'effet "paroi froide" en hiver et donc d'abaisser les températures de consigne	30%
Isolation du plancher bas en sous-sol	Recommandation : envisager la mise en place d'un isolant en sous-sol du plancher. Détail : Pour un bâtiment ancien, il faut impérativement avant d'entreprendre des travaux d'isolation procéder à un examen minutieux de l'état des bois (remplacement des bois attaqués ou affaiblis ; traitement curatif ou préventif contre les insectes xylophages et les moisissures). Pour bénéficier du crédit d'impôt, choisir un isolant avec R= 3 m <sup>2</sup> K/W	30%
Isolation de la toiture par l'extérieur	Recommandation : Lors de la réfection de la toiture, envisager la mise en place d'une isolation de la toiture par l'extérieur. Détail : Pour bénéficier du crédit d'impôt, il faut choisir un isolant avec un R supérieur à 6 m <sup>2</sup> K/W	30%
Installation d'une pompe à chaleur géothermique	Recommandation : Si un système de chauffage central est envisagé, vérifier la possibilité de mettre en place une pompe à chaleur. Détail : L'installation d'une pompe à chaleur nécessite un très bon niveau d'isolation du bâtiment et est l'affaire d'un professionnel qualifié	30%

### Commentaires

#### Néant

**Références réglementaires et logiciel utilisés :** Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2015, 22 mars 2017 arrêtés du 8 février 2012, décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 , Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi Grenelle 2 n°2010-788 du juillet 2010. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie [http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste\\_ele.asp](http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_ele.asp)

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)

Pour plus d'informations : [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) ou [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

**Note :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AFNOR Certification - 11 rue Francis de Pressensé 93571 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)





# Activ Diagnostic

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **09/IMO/2656/THP** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 3, rue Auguste Garnier 91260 BAGNEUX.

Je soussigné, **Thomas PERRIER**, technicien diagnostiqueur pour la société **SARL ACTIV DIAGNOSTIC IMMOBILIER** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en attesté mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	Thomas PERRIER	AFNOR	ODI/AM/10169399	04/11/2020
DPE sans mention	Thomas PERRIER	AFNOR	ODI/DPE/10169399	04/11/2020
Plomb	Thomas PERRIER	AFNOR	ODI/PB/10169399	04/11/2020
Électrostatique	Thomas PERRIER	AFNOR	ODI/ELEC10169399	30/11/2020
Gaz	Thomas PERRIER	AFNOR	ODI/GAZ/10169399	04/11/2020
Plomb	Thomas PERRIER	RADIOPROTECTION	PCR/MR1/151127	27/11/2020
Plomb	Thomas PERRIER	FONDIS BIOTRTECH	RTV0903-40	01/09/2022

- Avoir souscrit à une assurance (Axé n° 10116750004 valable jusqu'au 01/01/2020) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les États, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à BAGNEUX, le 08/07/2019

Signature de l'opérateur de diagnostic :

#### Article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

\* Les documents prévus aux 1<sup>er</sup> à 4<sup>es</sup> et au 6<sup>e</sup> de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. \*

#### Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

\* Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-5 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. \*

**ATTESTATION DE CERTIFICATION DIAGNOSTIQUEUR  
IMMOBILIER**

Je soussignée, Séverine MICHEAU, Responsable du Pôle Certification de Personnes atteste que :

**THOMAS PERRIER**

Est certifié dans les domaines suivants du diagnostic technique Immobilier\* :

Domaine/N° de certificat	Date de début de validité	Date de fin de validité
AMIANTE : ODI/AM/10169399	05/11/2015	04/11/2020
PLOMB CREP: ODI/PB/10169399	05/11/2015	04/11/2020
DPE : ODI/DPE/10169399	05/11/2015	04/11/2020
GAZ : ODI/GAZ/10169399	05/11/2015	04/11/2020
ELECTRICITE : ODI/ELEC/10169399	01/12/2015	30/11/2020

\* Sous réserve de satisfaire aux critères des opérations de surveillance.

Ce document ne fait pas office de certificat de compétences.

Un certificat par domaine est délivré par AFNOR Certification.

NB : Liste des certifiés disponible sur <http://www.boutique-certification-personnes.afnor.org>

Pour faire valoir ce que de droit.  
Fait à la Plaine Saint-Denis, le 20/10/2015

# ATTESTATION

Votre Assurance  
► RC PRÉSTATAIRES



SARL ACTIV DIAGNOSTIC IMMOBILIERS  
36 RUE ANATOLE FRANCE  
51260 ST JUST SAUVAGE FR

## COURTIER

VD ASSOCIES  
81 BOULEVARD PIERRE PREMIER  
33110 LE BOUSCAT  
**Tél : 05 56 30 95 75**  
Fax : 08 97 50 56 06  
Email : [CONTACT@VDASSOCIES.FR](mailto:CONTACT@VDASSOCIES.FR)  
Portefeuille : 0201478984

## Vos références :

Contrat n° 10116669404  
Cient n° 0625282620

AXA France IARD atteste que :

SARL ACTIV DIAGNOSTIC IMMOBILIERS  
36 RUE ANATOLE FRANCE  
51260 ST JUST SAUVAGE

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10116669404 ayant pris effet le 15/03/2018 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes

**DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS OBLIGATOIRES, REALISES DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE IMMOBILIER ET/ OU AUTRES DIAGNOSTICS ET MISSIONS REALISES EN DEHORS DU DOSSIER TECHNIQUE,**

**TELS QUE FIGURANT DANS LA LISTE LIMITATIVE CI-DESSOUS :**

### AMIANTE :

**ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE**

**DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANTE**

**DIAGNOSTIC AMIANTE PARTIES PRIVATIVES**

**REPÉRAGE AMIANTE AVANT/APRÈS TRAVAUX**

### PLOMB :

**CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLUMB (CREP).**

### MESURES :

**MESURAGE LOI CARREZ ET LOI BOUTIN.**

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 14 792 000 Euros

N° d'immatriculation : 313 701 016 RCS Paris - N° d'assurance : 722 147 960 000 25 N° d'assurance

Intitulé : Agent et Gérant des assurances - RVB assurance exécution F2 - T : 01 72 057 450

Opérations d'assurance sont assurées par AXA - un filiale de AXA Groupe - sous la responsabilité d'AXA Assurance

**AUTRES :**

**ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ.**

**ETAT DES RISQUES NATURELS, MATERIELS ET TECHNOLOGIQUES ( ENRMET ).**

**DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE ( DPE ).**

**DPE INDIVIDUEL POUR MAISONS INDIVIDUELLES, APPARTEMENTS ET LOTS TERTIAIRES.**

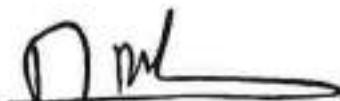
**AFFECTES A DES IMMEUBLES A USAGE PRINCIPAL D'HABITATION, AINSI QUE LES ATTESTATIONS DE PRISE EN COMPTE DE LA REGLEMENTATION THERMIQUE.**

**ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE.**

La présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat en cours d'établissement auquel elle se réfère, est délivrée sous réserve de la régularisation de celusc'

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2019 au 01/01/2020** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 17 décembre 2018  
Pour la société



**AXA France iARD SA**

Société Anonyme au capital de 214 097 000 Euros

Séte social : 313 Terrasses du Porte 92720 Nanterre Cedex 722 057 150 RCS Nanterre

Préfecture d'Île-de-France : Cour de Nanterre - Tél. 01 46 20 00 00 - Fax 01 46 20 00 01

Conditions générales et conditions de TVA : 001 261 C CG - 001 pour les contrats pris avec AXA Assurance

## Nature des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont... Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1 200 000 € par année d'assurance

## Autres garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages confondus)	600 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance (article 3.2 des conditions générales)	150 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confisés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents / médias confisés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 2 741 799,10 euros

Siège social : 313, Avenue de l'Arché - 92127 Nanterre Cedex - N° RCS 73 360 013 Nanterre

Filière de l'Agence de Crédit des assurances - 126 avenue Jean-Jaurès - F-92220 Neuilly

Opérations d'assurances courantes de l'IAA - en 26/10/2010, sauf pour les garanties partagées par AXA Assurance